

-----*Chapitre 2 : globalisation et subsistance

Mon père, le professeur Weizenbaum et le "trou noir".

Il y a quelques années, le Trier Initiative für angewandtes Denken (Initiative pour une Réflexion Appliquée, Trêves) a organisé un symposium pour célébrer le 175^e anniversaire de la naissance de Karl Marx (Marx est né à Trêves). Ils invitèrent plusieurs professeurs bien connus et l'orateur vedette était Josef Weizenbaum du Massachusetts Institute of Technology (MIT). Moi, Maria Mies, j'étais supposée représenter la "perspective féministe" dans ce cercle entièrement masculin. Josef Weizenbaum s'était converti de spécialiste en informatique à un de ses critiques le plus radical et le plus éminent et en particulier de l'Intelligence Artificielle (AI). Dans son discours, il avait critiqué sévèrement l'état de la science aux USA. Non seulement il réfutait la notion commune que les ordinateurs épargnaient du temps, de l'argent et du travail, mais il ajoutait que la science et la technologie informatiques avaient été largement financées par le département de la Défense américain. De plus il affirmait qu'aujourd'hui pratiquement toute la recherche effectuée dans des institutions comme le MIT était payée par le Pentagone. Il regrettait que de jeunes étudiants occupés par leur carrière n'avaient visiblement aucun problème avec cet état des choses. Quand on lui demanda s'il n'y avait pas d'opposition de la part des étudiants contre la militarisation de la science, le professeur Weizenbaum répondit que le travail universitaire était tel que les étudiants n'avaient pas de temps pour des activités politiques.

Il termina avec la remarque que le plus grand problème de notre temps n'était plus la menace d'annihilation nucléaire mais l'explosion démographique. Les scientifiques devraient orienter tous leurs efforts à diminuer la croissance de la population.

A la fin du symposium il y eut un panel de discussions. On avait demandé aux orateurs de présenter leurs propres perspectives pour l'avenir ; et l'un après l'autre, ces professeurs instruits donnaient une image absolument morne. Je regardai l'audience : tous des jeunes avec une figure anxieuse. Ils étaient venus ce dimanche matin pour obtenir certaines orientations pour leur propre avenir de la part de ces professeurs fameux. Mais ceux-ci ne dépeignaient qu'une image apocalyptique, triste et sans espoir. La substance de leurs interventions était qu'il n'y avait pas d'alternative, que nous ne pouvions rien faire. Je n'ai pas pu tolérer ce pessimisme plus longtemps et je dis : "Je vous en prie, n'oubliez pas où vous êtes. Nous sommes à Trêves, au milieu des ruines de ce qui a été un jour une des capitales de l'empire romain. Un empire dont les gens d'alors croyaient que l'effondrement représenterait la fin du monde. Mais le monde ne s'est pas arrêté avec la fin de Rome. La charrue de mon père, un paysan du Eiffel, rencontrait souvent les pierres de la route romaine qui unissait Trêves à Cologne. Sur cette route où avaient marché les légions romaines, de l'herbe a poussé, et à présent on y cultive des pommes de terre." Je voulais dire par là que même l'effondrement de grands empires ne signifiait pas la fin du monde ; au contraire, à ce moment-là les gens commencent à comprendre ce qui est important dans la vie, notamment notre subsistance.

C'en fut trop pour le professeur Weizenbaum. Il se tourna vers moi avec irritation et dit qu'il fallait être tout à fait naïf pour croire qu'après les catastrophes qui étaient imminentes le moindre brin d'herbe pousserait encore. C'était irresponsable de croire que simplement la vie continuerait. "Non, la seule chose nécessaire maintenant est de réaliser qu'il ne reste qu'un grand trou noir devant nous. Après cela, il n'y a rien, aucun espoir." Après cela il m'attaqua, moi la féministe : "Mais à propos, vous les femmes n'avez rien fait pour prévenir ces guerres. Vous n'avez même pas organisé une grève du sexe."

C'en était trop pour moi. Je répliquai qu'il était étrange qu'il blâme à présent les femmes pour les guerres alors qu'il nous avait dit le jour précédent que le MIT était entièrement financé par le Pentagone et que personne ne pouvait faire quelque chose contre la militarisation de la recherche. Nous, femmes, en avons marre de ce genre de logique masculine. Nous en avons marre aussi d'être les éternelles Trümmerfrauen, prêtes à nettoyer le bordel après chaque guerre de machos et s'assurer que la vie continue. Après cela je me levai et je partis. J'ai laissé les hommes face à leurs "trous noirs" à leur humeur apocalyptique.

Cet épisode m'enseigne quelque chose d'important, notamment qu'il semble y avoir une corrélation entre une manie de toute puissance technologique et l'impuissance politique. Josef Weizenbaum est un de ces scientifiques masculins proéminent qui, à la fin de leur vie, sont horrifiés quand ils se regardent eux-mêmes et leurs travaux, et quand ils réalisent que le Dieu auquel ils ont consacré toute leur vie - le progrès scientifique - est un Moloch qui mange ses enfants. Certains de ces hommes se convertissent alors de Saul en Paul. Mais ils renoncent rarement entièrement à la mégalomanie du projet de la science moderne. S'ils ne peuvent résoudre les problèmes de l'humanité par la science et la technologie toutes puissantes, dans ce cas la catastrophe doit être totale et intégrale. Même pas un seul brin d'herbe n'est autorisé à

pousser sur les ruines de leurs actes. Quand le grand projet patriarcal s'abat avec perte et fracas, le monde entier doit aussi arriver à sa fin. Son futur et tout doit être aspiré dans un abysse de néant. Quiconque, face à un tel scénario d'apocalypse parle tout de même de vie, de pommes de terre, de subsistance, d'espoir, d'avenir, de perspective doit être attaqué comme ennemi. La manie de la toute puissance et de l'impotence sont les deux faces d'une même pièce. L'image de mon père poussant la charrue sur la vieille route romaine évoque une autre philosophie, une autre logique. Pour la plupart des scientifiques masculins - mais aussi parfois féminins - cette logique de subsistance est difficile à saisir. Elle n'est exprimée ni dans le slogan que "la vie va continuer d'elle-même" (la nature va se régénérer, l'herbe repoussera d'elle-même) ni par l'attitude que nous, humains, pouvons contrôler la nature et réparer les dommages causés par notre maître, la technologie. La différence entre une orientation de subsistance et une manie d'omnipotence scientifique est la compréhension que la vie, d'une part ne se régénère pas simplement d'elle-même et d'autre part n'est pas une invention d'ingénieurs ; mais plutôt que comme être naturel nous avons à coopérer avec la nature si nous voulons que la vie continue.

Les "trous noirs " de l'économie globalisée

Après cet épisode, j'ai découvert une série de "trous noirs" face auxquels les gens dans le monde industriel se sentent impuissants et sans espoir. La plupart sont dus à la globalisation de l'économie. Ils sont devenus visibles au début des années 90. Le phénomène est particulièrement observable en Allemagne, où l'euphorie après la chute du socialisme en Allemagne de l'Est a rapidement été suivie d'un sentiment profond de pessimisme, à la fois dans l'ancienne Allemagne de l'Est et dans l'ancienne Allemagne de l'Ouest. C'était dû en grande partie à la montée dramatique du taux de chômage dans l'Allemagne réunifiée. Ce sont les plus élevés depuis la 2e guerre mondiale. En 1998, le chiffre officiel des gens sans emploi atteignait presque 5 millions, un taux de 13% (ÖTV Hintergrund, Info-Dienst für Vertrauensleute und Mandatsträger, June 1998) Le plus haut taux de chômage fut observé dans l'ancienne Allemagne de l'Est. En 1989, le Chancelier Kohl avait promis que l'Allemagne de l'Est atteindrait le standing économique de l'Allemagne de l'Ouest endéans les trois ans. Depuis lors, le gouvernement a dû admettre que cet objectif ne peut pas être atteint et qu'il faudra au moins 20 ans pour supprimer l'écart entre l'Ouest et l'Est. Non seulement des économistes influents mais aussi des politiciens disent ouvertement que l'ère du plein emploi est terminée pour toujours, même en Allemagne. Pour les jeunes, pour les femmes et pour les personnes plus âgées la perspective de trouver un emploi sûr de longue durée avec un revenu suffisant s'est réduite considérablement. Ils doivent s'estimer heureux de trouver un job occasionnel, un emploi à temps partiel ou un job par l'intermédiaire d'un Programme de Promotion de l'Emploi.

En effet, le trou noir de la diminution du travail salarié se retrouve dans tous les pays riches industrialisés. On peut le comparer au trou noir du Professeur Weizembaum: des sentiments d'impuissance absolue, le manque d'espoir et l'absence de perspective ont été précédés par des fantasmes de pouvoir global et de toute puissance qui ont suivi la globalisation de l'économie.

C'est quoi la "globalisation de l'économie" ?

Bien que la globalisation de l'économie soit aussi ancienne que le capitalisme, l'utilisation moderne de ce concept se réfère à la période qui a débuté aux alentours de 1990. La "globalisation" fait partie d'une politique économique néolibérale, qui vise à abolir des règles, des tarifs et des règlements protectionnistes par lesquels des gouvernements nationaux pouvaient entraver la libre circulation de biens, de services et de capital vers tous les recoins du monde. Cette politique a eu pour résultat l'intégration de la plupart des économies nationales dans un seul marché global. Ce processus a apporté un rapide changement qualitatif dans l'économie, dans la politique, dans la vie sociale, un changement que la plupart des gens ne sont pas capables de comprendre pleinement. Trois phénomènes ont rendu possible ce changement rapide : premièrement, la stratégie politique à long terme de ceux qui voulaient remplacer l'économie keynésienne post 1945 par le néolibéralisme ; deuxièmement, les nouvelles technologies de la communication ; et troisièmement, l'effondrement du socialisme dans l'Europe de l'Est.

Tony Clarke et d'autres ont montré que la théorie et la politique économiques suivies de la fin de la 2e guerre mondiale jusqu'à la fin des années 70 dans les pays les plus industrialisés ne disparaissaient pas automatiquement mais étaient abolies systématiquement par les groupes d'experts des grandes entreprises transnationales (ETN). Milton Friedman de l'école monétariste de Chicago lança déjà son attaque sur l'état-providence keynésien dans les années 70. Il préconisait la privatisation et l'établissement d'un "lieu de libre échange", non entravé par des interventions gouvernementales, des règlements et des protections.. Mais cette théorie

néolibérale ne fut pas mise en application jusqu'au coup de Pinochet au Chili, en 1973. Le Chili est le premier pays à avoir mis en pratique ces "réformes" économiques sous les conditions d'une dictature. Dans les années 80, Mme Thatcher au Royaume Uni et Reagan aux USA suivirent l'exemple du Chili. Ensuite, avec le début des années 90, la politique néolibérale fut universalisée et stabilisée par des traités globaux comme le GATT qui fut institutionnalisé en 1995 dans l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Le dernier effort pour globaliser et légitimer le dogme néolibéral pour toujours a été l'Accord Multilatéral pour les Investissements (AMI).

Grâce à la technologie informatique, le deuxième promoteur de la globalisation, des données peuvent être transférées d'un continent à l'autre à la vitesse de la lumière. L'espace et le temps se rejoignent. Pendant que des employés d'une ETN de Manhattan dorment, leurs collègues à Hong Kong continuent à travailler à la même tâche. A cause de la vitesse de transferts de données, les bourses à New York ou à Francfort peuvent réaliser des profits en capitalisant sur des différences entre des taux de change qui n'existent que quelques minutes. Cet exemple touche à deux aspects de la globalisation moderne : (1) la concentration du capital en moins de mains et la domination d' ETN, (2) le rôle croissant du capital financier.

Aujourd'hui, la moitié du commerce mondial est menée par des ETN interconnectées financièrement dont 90% sont basées dans le Nord, tandis que les 100 plus puissantes parmi elles dominent à tous les niveaux. Grâce à la globalisation des quelques dernières décennies, les économies nationales et en particulier des 7 nations les plus puissantes - les pays du G7 - ont subi des changements certains. Les transferts visibles, c à d le commerce des biens, a perdu son importance vis-à-vis des transferts invisibles comme les banques, le transport, les assurances, le tourisme. Les transactions financières jouent le rôle le plus important dans ce changement. Aux USA, où la restructuration est la plus avancée, la proportion du secteur financier dans le PNB a crû de 18% en 1970 à 25% en 1990. Une grande partie de l'augmentation provient de transactions ou de spéculations financières internationales. Les marchés financiers qui ne devraient être que l'huile servant à lubrifier le commerce mondial, sont devenus des marchés indépendants. Ils peuvent difficilement être contrôlés par des autorités nationales. (Le Monde diplomatique 1996)

Après l'effondrement du socialisme les nations du G7 ont divisé le monde en leurs sphères d'influence où le gros capital peut opérer sans restrictions. Cette politique avait déjà commencé après la 2e guerre mondiale quand on créa la Banque mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI). Au travers de leur histoire, mais surtout après 1989, la BM et le FMI ont favorisé la politique néolibérale de libre échange et de globalisation.

La fin de la confrontation Est-Ouest a conduit à une nouvelle structure trilatérale de l'économie mondiale : les USA, le Japon et l'UE avec leurs sphères d'influence respectives : l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique. Ces pays centraux n'ont que 12% de la population mondiale, mais 60% de la production mondiale y est concentrée et ils contrôlent 51% des dépenses militaires du monde.

Il serait faux cependant de croire que la globalisation économique soit un phénomène nouveau. Comme Wallerstein (1974) le souligne, dès son début l'économie capitaliste a été un système mondial, basé sur la colonisation et la marginalisation et l'exploitation de pays périphériques et de l'agriculture. Cette structure coloniale était et est la base de ce qu'on appelle "libre échange" au 18e et au 19e siècle. Mais cette structure mondiale n'était pas seulement un phénomène historique, sans lequel le capitalisme n'aurait pas pu s'établir lui-même : à cause de sa logique interne de croissance permanente ou accumulation, le capitalisme *doit* tendre à l'universel et au globalisme. Ceci signifie, comme Marx l'a observé, que ce système est condamné structurellement à renfermer et à transformer toutes les régions du globe et de la vie. Ce qui est nouveau aujourd'hui est simplement la destruction de l'illusion que l'économie globalisée serait le messager de l'égalité universelle, de la justice et du bien-être pour tout le monde.

Les populations du Sud qui ont été victimes de ce système global depuis le début, ont compris plus tôt que les peuples du Nord que la globalisation, la dérégulation et la privatisation imposées à leurs gouvernements par la BM et le FMI au bénéfice des ETN était une supercherie. C'est pourquoi dans un certain nombre de pays d'Asie et d'Amérique du Sud le nouveau régime néolibéral a été combattu par les paysans, les femmes et les syndicats. En Inde de larges mouvements paysans ont combattu le GATT, les TRIPs (les droits de propriété intellectuelle liés au commerce) contre les ETN comme Pepsi-Cola, Kentucky Fried Chicken, Monsanto et Cargill qui sont désireux d'intégrer l'agriculture indienne dans le "libre" marché mondial.

On peut se demander pourquoi la résistance contre la politique néolibérale de globalisation a été beaucoup plus forte dans le Sud que dans le Nord. Une des raisons en est que les états-providence du Nord sont encore, malgré les attaques, dans la position de procurer un certain standard de sécurité sociale aux sans-emplois et au nombre croissant de pauvres. Et une autre

raison sont les illusions qu'on a encore sur la nature de "l'économie de marché", notamment, qu'à long terme elle créera "une plaine de jeux nivelée" ("level playing field") et que la richesse accumulées par les riches, finalement va s'écouler (trickle down) vers les pauvres. Ceux qui ont observé ce système économique d'en bas, à partir de la perspective de femmes, d'enfants, des gens du Sud colonisé et de la nature ont développé une meilleure compréhension de ce que le capitalisme a été réellement depuis le début. Cette compréhension est corroborée aujourd'hui par les processus de globalisation dans le monde entier. Avant de regarder de plus près les divers "trous noirs" dans l'économie globale nous voulons exposer les points principaux de cette analyse du bas, comme nous l'avons fait depuis la fin des années 70.

Coloniser les femmes, la nature et les peuples étrangers

On admet communément que le progrès est un processus d'évolution linéaire partant d'un état "primitif", "arriéré" qui poussé par le développement de la science et de la technologie, ou en termes marxistes par les "forces de production" continue à s'élever en une progression illimitée. Dans ce projet prométhéen, cependant, on ne respecte pas les limites de ce globe, du temps, de l'espace ou de notre existence humaine. A l'intérieur d'un monde fini, des aspirations telles que la "croissance illimitée" ne peuvent se réaliser qu'aux dépens d'autres. Ou bien : il ne peut y avoir de progrès d'une partie sans régression d'une autre partie, on ne peut pas avoir de développement de certains sans sous-développer d'autres. On ne peut avoir la richesse de certains sans l'appauvrissement d'autres. C'est pourquoi des concepts comme "croissance illimitée" ou une accumulation du capital prolongée impliquent nécessairement que cette croissance (progrès, développement, richesse) se fait aux dépens de certains "autres" vu les limites de notre monde. Ceci signifie que "le progrès", "le développement" etc. doivent être vus comme des processus de polarisation, consécutifs à une vision du monde dualiste.

Rosa Luxemburg a montré que l'accumulation du capital présuppose l'exploitation de toujours plus de milieux "non-capitalistes" pour l'appropriation de plus de travail, de plus de matières premières et de plus de marchés.

Nous appelons ces milieux, colonies. Les colonies n'étaient pas seulement nécessaires pour initier le processus d'accumulation du capital dans ce qu'on a appelé la période "d'accumulation primitive" au début du capitalisme. Elles continuent à être nécessaires même aujourd'hui pour que le mécanisme de croissance puisse continuer. C'est pourquoi nous parlons de la nécessité "d'une accumulation et d'une colonisation continues".

Quelques thèses sur le capitalisme global

1. Il n'y a pas de colonisation sans violence. Alors que la relation entre le capitaliste et le travailleur salarié est légalement une relation entre propriétaires (l'un du capital, l'autre de la force de travail) qui entre dans un contrat d'échange d'équivalents, la relation entre colonisateurs et colonies n'est jamais basée sur un contrat ou un échange d'équivalents. Elle est imposée et stabilisée par une violence directe et structurelle. D'où, la violence est encore toujours nécessaire pour maintenir un système de domination orienté vers l'accumulation du capital.
2. Cette violence n'est pas neutre au point de vue du genre, elle est fondamentalement dirigée contre les femmes. On estime habituellement qu'avec la modernisation, l'industrialisation et l'urbanisation, le patriarcat comme système de domination masculine aurait disparu et aurait ouvert la voie à l'égalité entre hommes et femmes. Contrairement à cette hypothèse, notre thèse est que non seulement le patriarcat n'a pas disparu dans ce processus, qui est identique avec le déploiement de l'économie capitaliste mondiale moderne, mais le processus toujours en expansion de l'accumulation du capital est basé sur le maintien ou même la re-création de relations hommes-femmes patriarcales ou sexistes, une division sexuelle du travail asymétrique à l'intérieur et hors de la famille, la définition de toutes les femmes comme "ménagères" dépendantes et la définition de tous les hommes comme "soutiens de famille". Cette division sexuelle du travail est intégrée dans la division internationale du travail dans laquelle les femmes sont manipulées à la fois comme "ménagères-productrices" et comme "ménagères-consommatrices".
3. Avec le système mondial global entrant de plus en plus en crise on peut observer une augmentation de la violence en particulier contre les femmes, non seulement dans le Sud mais aussi dans le Nord. Comme cette violence est inhérente à un système politico-économique basé sur la colonisation et la croissance illimitée, elle ne peut pas être vaincue par une stratégie aspirant seulement à l'égalité de genre. Dans un contexte colonial, l'égalité signifie rejoindre les maîtres coloniaux, pas se débarrasser du colonialisme. C'est la raison pour laquelle les

féministes ne peuvent pas se satisfaire d'une politique "d'opportunités égales" mais doivent tendre à supprimer toutes les relations d'exploitation, d'oppression et de colonisation nécessaires au maintien du patriarcat capitaliste global.

4. Quant à la fin des années 70 nous avons commencé à nous interroger sur les origines de l'oppression et l'exploitation continues des femmes, sur la violence continue contre les femmes même dans les sociétés riches, démocratiques industrielles du Nord, nous avons redécouvert non seulement que le patriarcat continuait à exister comme système social mais aussi qu'il était intimement lié au système capitaliste avec son aspiration à une croissance illimitée de biens, de services et de capital. Nous avons réalisé que le secret d'une telle croissance économique illimitée n'était pas, comme on le pense généralement, l'intelligence de scientifiques et d'ingénieurs qui inventent de plus en plus de machines épargnant le travail et ainsi rendent le travail toujours plus "productif" et par le même mécanisme plus superflu. La croissance permanente ou accumulation ne pouvait pas non plus être pleinement expliquée, comme Marx l'avait fait, par le fait que les capitalistes ne repaient à leurs travailleurs qu'une partie de la valeur qu'ils ont produite par leur travail, notamment uniquement cette partie nécessaire à reproduire leur force de travail.

Nous avons découvert que le travail des femmes dans la reproduction de cette force de travail n'apparaissait pas dans les calculs ni des capitalistes, ni de l'état ni dans la théorie de Marx. Au contraire, dans toutes les théories et les modèles économiques, ce travail de subsistance des femmes, producteur de vie et de préservateur de vie, apparaît comme "un bien gratuit", une ressource gratuite comme l'air, l'eau ou le soleil. Il semble s'écouler naturellement du corps des femmes. C'est pourquoi la "ménagérisation" des femmes est le complément nécessaire à la prolétarianisation des hommes.

Nous avons visualisé cette économie patriarcale capitaliste sous forme d'un iceberg. (fig.2) Nous avons commencé à comprendre que les théories dominantes concernant le fonctionnement de notre économie, y compris le marxisme, ne s'occupaient que du sommet de l'iceberg visible au-dessus de l'eau, à savoir le capital et le travail salarié. La base immergée de cet iceberg était invisible, en particulier le travail ménager gratuit des femmes, leur travail d'attentions et de nutrition, ou, comme nous l'avons appelé alors, la production de la vie ou production de subsistance.

Mais comme nous avons vécu longtemps dans le Tiers-monde, nous avons vu immédiatement que le travail ménager gratuit et le travail de soins n'étaient pas les seules composantes de cette base invisible de notre économie ; elle incluait aussi le travail de petits paysans et artisans dans les économies de subsistance encore existantes dans le Sud, le travail de millions de petits producteurs qui produisent pour des besoins locaux. Tout le travail conceptualisé comme travail du "secteur informel" fait partie de cette économie invisible.

Et finalement, nous avons vu, que la nature elle-même était considérée comme "un bien gratuit" à s'approprier et à exploiter sans coût ou à faible coût pour le bénéfice de l'accumulation. C'est pourquoi nous avons appelé toutes ces parties immergées de l' "économie cachée" qui dans notre métaphore d'iceberg sont sous l'eau - la nature, les femmes, et les peuples et territoires colonisés - les "colonies de l'homme blanc". "Homme blanc" signifie ici le système industriel occidental.

En relation avec le paradigme de la croissance notre thèse est que la croissance économique permanente ou accumulation du capital ne peut se poursuivre qu'aussi longtemps que de telles "colonies" existent qui peuvent être exploitées gratuitement ou à petit coût. Ce sont les domaines pour "l'externalisation des coûts"

Le patriarcat, la colonisation et la ménagérisation

Dans notre analyse féministe du capitalisme, les concepts de patriarcat, de ménagérisation et de colonisation jouent un rôle central. Ce sont aussi d'importants concepts dans notre analyse de l'économie globalisée aujourd'hui. Si nous voulons comprendre le fonctionnement de cette économie, nous devons revenir en arrière et examiner brièvement l'histoire de nos sociétés. Voyons d'abord l'émergence du patriarcat.

Le patriarcat comme système de domination masculine sur les femmes a émergé il y a 5.000 à 6.000 ans parmi certaines tribus vivant dans les steppes d'Asie centrale, au nord de la mer Noire. Selon les recherches de l'archéologue décédée Marilyn Gimbutas, les hommes de ces tribus, qu'elle appelait les "gens de Kurgan", étaient capables de faire de la guerre et de la conquête d'autres tribus et de leurs territoires, leur principale source de richesses. Le secret du succès de ces tribus Kurgan n'était pas leur intelligence et leur culture supérieures, ou une quelconque supériorité génétique, mais principalement des moyens de transport plus efficaces, à savoir des chevaux et des chameaux apprivoisés et leurs moyens de destruction plus efficaces, à savoir des arcs et des flèches, des lances et d'autres armes à longue distance. Le monopole sur ces armes a donné aux hommes des tribus Kurgan un pouvoir sur des hommes, des femmes étrangers et sur leurs territoires qui ne découlait pas de leur propre travail mais de la violence et de la coercition. C'est le pouvoir de vie et de mort. Ce monopole de moyens de destruction efficaces, cependant, n'a pas seulement modifié la relation entre ces tribus et d'autres tribus, mais aussi la relation entre les humains et la nature et aussi, en particulier, la relation entre hommes et femmes. Alors qu'avant les hommes dépendaient des femmes de leur propre tribu et clans pour la sexualité et la reproduction des gens, maintenant ils purent voler et réduire en esclavage les femmes des "ennemis" conquis. En outre, cette relation entre l'homme conquérant et les femmes qui alors faisaient partie du butin a aussi changé la relation entre ces hommes et leurs "propres" femmes. Toute la conceptualisation sur l'auteur de la vie humaine changea aussi. Alors qu'avant il était clair que les femmes étaient le commencement, l'*arkhé* de la vie humaine, cette logique pouvait à présent être retournée. On put créer une nouvelle logique, à savoir "Celui qui tue, est". Cela signifie que celui qui est capable de tuer détermine qui peut rester vivant. Il "donne" la vie à ceux qu'il n'a pas tués. A partir de ce moment, les archéologues découvrent non seulement des armes mais des os de chevaux et de femmes-esclaves dans les grands tumulus où les "hommes-dirigeants" sont enterrés ; on trouve aussi de nouveaux mythes de l'origine dans lesquels un dieu-le-père masculin ou un héros de culture est l'origine de toutes choses, y compris des femmes. "Celui qui tue est" est resté central dans toutes les logiques patriarcales jusqu'à aujourd'hui. C'est aussi le secret du "succès" de la civilisation européenne, y compris sa phase industrielle moderne de colonialisme, de capitalisme et de famille nucléaire. Notre thèse est que l'idéologie patriarcale et ses structures sont nécessaires pour la continuation du système. Mais il n'y a pas seulement des continuités, il y a aussi des différences et des modifications de ces structures et de l'idéologie patriarcale.

Ménagérisation

Une différence importante entre les "anciens" patriarcats et le moderne industriel est la nouvelle définition du concept de travail et de la division sexuelle du travail. Selon cette nouvelle conceptualisation, l'homme est le "pourvoyeur" pour sa "famille". Il doit aussi vendre sa force de travail pour un salaire avec lequel il est alors capable de "nourrir" sa famille : épouse et enfants. La femme est définie comme sa ménagère qui doit faire le travail gratuit pour reproduire sa force de travail et la future génération de travailleurs salariés. Cette nouvelle définition n'est pas quelque sadisme masculin inné mais est, comme on l'a dit précédemment, une nécessité structurelle pour le processus d'extension de l'accumulation du capital.

Le concept de "ménagérisation" a été inventé par Maria Mies sur la base de sa recherche pour *The lacemakers of Narsapur : Indian Housewives Produce for the World Market* (Les dentellières de Narsapur : des ménagères indiennes produisent pour le marché mondial ; 1982). Elle découvrit que les femmes rurales pauvres dans le Sud de l'Inde crochetaient de la dentelle dans une industrie située à domicile basée sur le putting-out system, et cette dentelle était alors exportée en Europe, en Australie et aux USA. Ces femmes gagnaient une petite fraction de ce qui était considéré comme le salaire minimum pour un travailleur agricole. Leur exploitation était justifiée par les exportateurs de dentelles - qui entre-temps étaient devenus millionnaires - par l'argument que ces femmes étaient des "ménagères" qui de toute façon étaient assises oisivement dans leur maison. En fabriquant de la dentelle, elles pouvaient utiliser leur temps

productivement.

Alors, la ménagérisation signifie non seulement la *reproduction sans salaire* de la force de travail mais aussi *le genre de travail de production le meilleur marché*, effectué principalement par des femmes dans un travail à domicile ou dans des rapports de travail similaires.

La ménagérisation du travail des femmes n'est pas éliminée quand les femmes entrent sur le marché du travail salarié comme travailleuses full-time, ou même quand elles sont les seuls soutiens de leur famille. La différence entre les salaires masculins et féminins continue à exister. En Allemagne, elle est de 30%. On la justifie par l'argument que les revenus des femmes sont uniquement un supplément du salaire de soutien de famille masculin.

Colonisation

L'analyse du processus de ménagérisation serait incomplète si nous ne l'examinions pas dans le contexte du colonialisme. Dans la première phase de la globalisation, les processus de colonisation et de ménagérisation n'ont pas seulement pris place simultanément ; ils étaient aussi logiquement connectés. Sans la conquête des colonies leur exploitation et leur pillage, les entrepreneurs européens n'auraient pas été capables de commencer la Révolution Industrielle ; les scientifiques n'auraient pas trouvé les capitalistes qui s'intéresseraient à leurs inventions, et la classe bourgeoise n'aurait pas eu assez d'argent pour avoir des épouses "qui ne travaillaient pas". Le colonialisme était/est la précondition matérielle pour le développement de la productivité du travail humain qui ont rendu/rendent possible l'expansion industrielle moderne. Un rapport de travail typiquement colonial et ménagérisé est celui dans les fabriques pour le marché mondial (FMM) (world market factories (WMFs) où des entreprises du Nord métropolitain produisent à très faible coût salarial des marchandises pour le marché mondial, principalement pour les marchés des pays du Nord. La raison de ces faibles coûts salariaux dans le Sud n'est pas due seulement au fait que ces pays sont généralement pauvres et ont une importante réserve de chômeurs, mais aussi au fait qu'une large majorité des travailleurs des FMM et des zones franches (ZEP) sont des femmes jeunes et célibataires. (1) Une des raisons principales pour embaucher de jeunes femmes est l'idéologie de la ménagère et les qualifications qu'elles ont déjà acquises dans le travail ménager : elles savent coudre et tricoter. Elles sont supposées avoir des "doigts de fée" et être "dociles". De plus, quand elles se marient et ont des enfants, beaucoup soit s'en vont, soit sont licenciées. C'est un résultat de l'idéologie de la ménagère selon laquelle le salaire des femmes est considéré uniquement comme un salaire d'appoint à celui du mari. Comme la plupart de ces femmes proviennent de familles rurales ou urbaines très appauvries, elles acceptent des conditions de travail épouvantables avec des journées pouvant atteindre 12 heures, une vitesse de travail inhumaine, l'acharnement sexuel, une discipline de travail pratiquement coercitive, et des risques concernant la sécurité et la santé qui ne seraient pas acceptées dans les pays du Nord.

Les trois phases de la globalisation

Comme nous l'avons déjà dit, la globalisation de l'économie est une caractéristique intrinsèque au capitalisme. Mais cette globalisation n'a pas toujours été la même. Nous voulons différencier trois différentes phases de la globalisation :

1. **la phase coloniale** proprement dite qui dura jusqu'à la fin de la Seconde guerre mondiale, au moment où la plupart des colonies devinrent indépendantes politiquement mais devinrent dépendantes économiquement par le colonialisme de développement ;
2. la phase de ce qu'on a appelé **la nouvelle division internationale du travail** qui débuta aux environs de 1972-73. Elle se caractérise par la relocation de branches entières de la production comme le textile, l'électronique, les jouets et les chaussures des anciens centres industriels vers des pays considérés à main d'œuvre bon marché comme la Corée du Sud, la Malaisie, les Philippines, le Mexique et Taïwan. ;
3. **la phase actuelle**. Ses principales caractéristiques sont l'universalisation du dogme néolibéral comme unique théorie économique possible, l'élimination de toutes les barrières protectionnistes au commerce et à l'investissement, non seulement dans le Sud mais aussi à l'Est et dans le Nord. La BM et le FMI contrôlent les économies nationales par des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS), en recommandant le libre échange et les investissements libres, la dérégulation, les privatisations, la globalisation et davantage de production et de consommation.

Dans ce qui suit nous allons sauter la première phase que nous avons déjà décrite par ailleurs. nous nous concentrerons sur la deuxième et la troisième phase.

Une globalisation sans visage humain

La troisième phase de la restructuration globale a commencé avec la récession vers 1990. Elle se caractérise par une pénétration sans précédent de toutes les régions du globe et de tous les domaines de la vie par la logique et la pratique de l'accumulation du capital, résumées comme le "libre échange" global. Pendant cette étape la plupart des changements introduits dans une étape antérieure de restructuration de l'économie mondiale furent poursuivis, mais il existe des différences quantitatives et qualitatives. Ainsi, le système de relocalisation d'industries manufacturières vers des pays de bas salaires a été très largement étendu et inclut aujourd'hui non seulement pratiquement tous les pays pauvres du monde, mais aussi les anciens pays socialistes, y compris l'Europe de l'Est, la Russie et aussi la Chine. La fermeture d'usines à de main-d'oeuvre intensive, d'usines polluantes et leur relocalisation dans des pays à bas salaires ont affecté maintenant plus de branches industrielles dans les pays riches, comme l'industrie de l'acier, l'extraction du charbon, les productions de navires et d'autos, etc. Cela a provoqué le licenciement massif de travailleurs qualifiés, surtout masculins, en Europe et aux USA. De plus, quand suite aux "protestations" des travailleurs, les salaires montent dans un des pays à bas salaire, des entreprises déménagent vers des pays qui sont encore meilleur marché comme par exemple de la Corée du Sud au Bengla Desh.

Jusqu'à récemment, des travailleuses dans ces zones franches avaient espéré que par des luttes héroïques elles atteindraient finalement les standards de travail minimum tels qu'ils sont prescrits par l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Mais maintenant, elles doivent réaliser que les ETN pour lesquelles elles avaient travaillé, ferment et déménagent vers des pays même "meilleur marché". D'un jour à l'autre, sans aucun avertissement, compensations ou alternatives, elles perdent leur travail. Ou à Hong Kong, les entreprises engagent même des travailleuses moins chères de la Chine continentale comme main-d'oeuvre occasionnelle.

En 1995, le Comité des femmes asiatiques a publié un livre intitulé *"La soie et l'acier"* où furent analysés les conséquences de cette nouvelle restructuration globale pour les femmes des zones franches en Corée du Sud dans les Philippines, à Hong Kong, à Singapour, en Inde et au Bengla Desh. D'après leurs données, les auteures arrivaient à la conclusion que la discrimination sexiste dans le travail avait augmenté : pour les emplois permanents, on préférerait les hommes alors que les femmes obtenaient des emplois précaires et à temps partiels dont elles peuvent être licenciées n'importe quand. Les femmes mariées sont pratiquement exclues du marché du travail, parce que les managers veulent économiser sur les coûts des congés de maternité et autres avantages. Ils prétendent généralement que les femmes mariées ont trop d'obligations familiales et par conséquent ne peuvent pas se concentrer sur leur travail.

Mais cela ne signifie pas que toutes les femmes mariées sont entretenues par un "pourvoyeur" salarié, et n'ont pas besoin, pour cette raison, de travailler elles-mêmes directement pour le capital. La relocalisation de zones franches dans d'autres pays au coût salarial meilleur marché a conduit à une augmentation du nombre d'emplois précaires : des emplois permanents sont transformés en emplois à temps partiel, sans sécurité et sans protection, les emplois à temps plein sont transformés en emplois précaires, le travail de fabriques est transformé en travail à domicile. Le travail à domicile, en particulier, est surtout réalisé par des femmes mariées qui ont perdu leur emploi à la fabrique. Cela leur permet, comme nous le savons, de combiner les obligations familiales avec le travail "productif" pour le marché global. Beaucoup de femmes qui ont été licenciées soudain effectuent du travail précaire dans des entreprises nouvelles de services : 70% des femmes au chômage trouvent un travail précaire dans ce secteur.

Cela signifie qu'elles travaillent quelques heures chez McDonald, Spaghetti House, Maxim, dans des supermarchés, comme nettoyeuses, comme servantes et aussi comme travailleuses du sexe. A Hong Kong, de telles travailleuses du sexe ont récemment créé une association, une sorte de syndicat, pour se protéger contre une exploitation croissante et la violence.. C'est le genre de travail dans le "secteur des services" que les économistes et les politiciens vantent comme la nouvelle machine à emplois qui résoudra le problème du chômage.

L'analyse de la situation des travailleuses dans beaucoup de pays d'Asie corrobore ce que nous écrivions en 1988 au sujet de la tendance à la poursuite de la ménagérisation du travail sous l'impact des crises provoquées par le capital global. *La soie et l'acier* apporte de nombreuses données sur la détérioration du travail des femmes et des conditions de vie qui résultent de cette stratégie. Les auteures montrent aussi que dans les crises économiques les hommes souvent quittent leur famille de sorte que les épouses se retrouvent seules pour subvenir aux besoins de leurs enfants des vieux et autres descendants. (2)

Il semble que la ménagérisation du travail soit pour le capital la stratégie optimale pour réaliser un avantage comparatif dans une économie globalisée, car les femmes comme mères et comme pourvoyeuses de soins sont le "travail bon marché" le meilleur marché et le plus exploitable.

Pour les femmes, cette stratégie est une catastrophe.

Le processus de restructuration de l'économie globale dans une direction d'industrialisation de plus en plus orientée vers l'exportation, à la fois dans le Sud et dans l'Est, est menée par les ETN. De plus en plus de capital et de pouvoir sont concentrés dans leurs mains. Elles poursuivent leur stratégie néolibérale bien qu'elle ait abouti à des crises financières et économiques en Asie, en Russie et en Amérique latine.

Cette structure néolibérale est soutenue par quelques institutions globales comme la BM et le FMI, par le GATT, et de nos jours par l'OMC, l'AMI et des accords similaires.

Le GATT est un accord par lequel les barrières que des pays ont érigées pour protéger certains domaines de leur économie et de leur société doivent être levées, obligeant ainsi ces pays à ouvrir leurs marchés aux biens du monde entier. La nouvelle politique de libre échange considère que tous les partenaires commerciaux sont égaux, et que par l'usage du principe de l'avantage comparatif tous les partenaires commerciaux en profiteront. Mais en pratique, les partenaires plus faibles, surtout les pays du Tiers-monde, seront forcés d'accepter des règlements qui menacent leur souveraineté nationale. Ils sont obligés de rendre leur secteur agricole dépendant des ETN et doivent abandonner leur politique d'auto-suffisance alimentaire. Ils doivent autoriser les firmes du Nord à placer leur industrie "sale" sur leur territoire. Ils doivent s'ouvrir aux banques et aux compagnies d'assurances et surtout, au-travers d'une clause du GATT sur les Droits de Propriété Intellectuelle liés au Commerce (TRIPs), ils doivent autoriser des compagnies étrangères et des scientifiques comme propriétaires de brevets à privatiser, monopoliser et commercialiser leur héritage biologique et culturel et leur propriété commune. Les TRIPs sont particulièrement dangereux pour le Tiers-Monde en combinaison avec le développement de la biotechnologie et l'engineering des gènes et de la reproduction. On s'attend à ce que cette technologie change le monde plus que toute autre technologie avant elle. Les ETN de biotechnologie essaient d'avoir un contrôle de monopole sur toutes les formes de vie, les plantes, les animaux et même les gènes humains, en particulier dans le Sud. Ceci affectera en particulier les femmes, qui dans beaucoup de pays sont responsables de la préservation des semences.

Mais dans le Nord aussi, la biotechnologie - les manipulations génétiques de plantes, d'animaux et finalement aussi d'humains - auront des conséquences néfastes. Comme la plupart des consommateurs dans le Nord dépendent déjà maintenant des ETN pour leur alimentation, ils perdront la liberté de choisir une nourriture qui ne soit pas manipulée. Comme la biotechnologie est considérée comme l'industrie en croissance, les considérations éthiques sont de plus en plus écartées. Dans ces processus, les femmes et leur capacité de générer de nouvelles vies humaines ont une importance stratégique. La technologie de la reproduction est étendue à tout le globe. Elle ouvre la voie à des manipulations eugéniques, racistes et sexistes et traite de plus en plus le corps des femmes comme des réservoirs de matières premières biologiques pour des expériences scientifiques et pour la bio-industrie.

Une autre conséquence de la globalisation est la polarisation croissante entre les riches et les pauvres au Sud. Une des raisons en sont les Programmes d'Ajustement structurel (PAS) qui sont imposés aux pays du Tiers-monde endettés afin d'amener leur économie sous la discipline du "libre échange". Ces PAS ont eu des résultats désastreux, particulièrement pour les femmes pauvres. Alors que dans la deuxième phase de la globalisation les pauvres pouvaient encore toujours espérer que l'état allait finalement s'occuper d'eux, cette illusion n'est plus possible maintenant. Les pauvres et en particulier les femmes pauvres sont virtuellement contraints à se débrouiller seuls, à survivre ou à mourir. Ils sont pratiquement non récupérables, ni comme producteurs ni comme consommateurs. C'est pourquoi les femmes pauvres sont la principale cible des contrôles démographiques.

D'autre part, la nouvelle restructuration globale a amélioré la situation des élites dans le Tiers-monde, au point que leur style de vie est plus ou moins similaire à celui des classes moyennes dans le Nord. En fait, dans cette phase les économies à croissance la plus rapide furent les pays nouvellement industrialisés en Asie comme la Thaïlande, l'Indonésie et aussi la Chine et l'Inde. Leurs classes moyennes désirent acheter des biens de consommation produits à l'ouest, et selon une analyse de Pam Woodall, ils ont contribué "à sortir le monde riche de la récession du début des années 90". Selon une estimation de l'OCDE, les consommateurs en Inde, en Chine et en Indonésie compteront 700 millions de personnes autour de 2010. Mais l'auteure estime que le fossé entre cette élite consommatrice et les pauvres de ces pays va encore s'élargir.

On peut observer une situation similaire dans le Nord. Non seulement la relocalisation des industries vers des pays à bas salaire a-t-elle conduit à un chômage accru, une réduction des salaires et la pauvreté aux USA et en Europe mais les stratégies utilisées pour "résoudre" cette crise sont similaires à celles qui jusqu'ici étaient uniquement appliquées au Tiers-monde. Cela signifie la dérégulation et la flexibilité du travail - la ménagérisation et l'informalisation de

rapports de travail formels jusqu'ici, une augmentation du travail à domicile ; ce sont les méthodes essentielles. La création de secteurs à bas salaire à l'intérieur d'un pays, en particulier pour les femmes, et le démantèlement graduel de l'état-providence suivent les mêmes schémas que les PAS dans le Tiers-monde.

Le résultat de toutes ces mesures est la réapparition de la pauvreté dans les pays riches du Nord, et c'est principalement une pauvreté féminine. Dans le Nord aussi, la polarisation entre les pauvres et les riches s'accroît. La restructuration globale n'a pas apporté, comme le prétendent ses porte-parole, plus de richesses, de bonheur et de développement pour tous, au contraire, l'économie capitaliste globale ne peut croître qu'aussi longtemps qu'il maintient et recrée l'inégalité aussi bien dans les pays individuels que dans le monde comme un tout. Cela a été bien exprimé par Pam Woodall dans le conservateur *Economist* :

Les bénéfices du commerce international proviennent du fait d'autoriser des pays à exploiter leur avantage comparatif, et pas en exigeant d'eux qu'il soit identique. Et en grande partie, l'avantage comparatif du Tiers-monde se situe, d'une manière ou d'une autre, dans le fait de sa pauvreté, en particulier, son travail bon marché et une plus grande tolérance à la pollution. (1994)

La stratégie néolibérale de libre échange promue par les grandes ETN n'a pas seulement résulté en "trous noirs" pour ce qui concerne la situation du travail, en particulier pour les femmes des zones franches et des *maquiladoras* en Asie et en Amérique centrale et du Sud. Elle a aussi entraîné une paupérisation massive des paysans partout dans le Sud, la reprise par les ETN du Nord de vastes zones de productions agricoles et alimentaires ainsi que la destruction de politiques d'auto-suffisance dans le Sud et le Nord. Ces dites réformes économiques ont affecté les paysans et les femmes pauvres dans le Sud de la manière la plus dramatique. Afin de comprendre si les "avantages comparatifs" dont parle le dogme néolibéral crée réellement une plaine de jeux nivelée et bénéficie réellement à ceux qui se trouvent au bas de l'économie de l'iceberg, il peut être utile d'examiner les principales caractéristiques de la stratégie néolibérale et ses effets sur les femmes, les enfants, les cultivateurs et la nature.

Le GATT, l'OMC, les blocs régionaux de commerce et la sécurité alimentaire

En 1986, lors de l'Uruguay Round (3) les politiques néolibérales de libre échange furent étendues de manière à inclure les secteurs agricoles des nations qui avaient signé le GATT. Jusqu'alors, le commerce agricole avait été exempté des politiques de libre échange afin de protéger les cultivateurs locaux. Les discussions de l'Uruguay Round durèrent 8 ans, et furent conclues à Marrakesh en 1994. Le commerce alimentaire et agricole y fut globalisé et libéralisé. Cela signifiait que les pays qui avaient signé les accords du GATT n'avaient plus la possibilité de protéger des cultivateurs ou des consommateurs locaux en interdisant aux entreprises étrangères l'accès à leurs marchés. Le but principal de la production agricole n'était plus de procurer de la nourriture à la population indigène, mais de produire des biens commerciaux pour l'exportation internationale réclamée par le marché. De plus, la libéralisation du commerce alimentaire et agricole signifiait que des ETN géantes pouvaient investir dans d'autres pays sans restrictions. Comme résultat, le Kentucky Fried Chicken, pour citer une compagnie comme exemple, a pu établir dans toute l'Inde leur chaîne de fast-food.

Les règlements du GATT comportent une clause qui concerne les droits de propriété intellectuelle liés au commerce (TRIPs) Derrière cette abréviation se cache principalement la tentative des nations riches industrielles et de leurs ETN d'obtenir le libre accès à la diversité génétique des pays tropicaux du Sud, et à la connaissance traditionnelle des communautés locales concernant les plantes, la terre et la santé. Cette connaissance sera alors utilisée pour industrialiser, commercialiser, privatiser et à la fin monopoliser la diversité génétique. C'est rendu possible parce que les TRIPs sous les auspices du GATT permettent à des chercheurs et des entreprises de breveter des plantes et des animaux manipulés biologiquement et génétiquement. Le brevetage de formes de vie n'était pas possible jusqu'à récemment. Récemment, le mouvement des cultivateurs indiens contre le GATT et contre le brevetage de produits extraits de l'arbre neem a montré clairement les conséquences pour les cultivateurs locaux et les petits marchands. Ces produits sont utilisés en Inde depuis des millénaires comme un désinfectant naturel et un pesticide, et la qualité des produits du neem est bien connue en Inde. Tony Larson, un Américain, a acquis le brevet pour tous les produits du neem et l'a vendu à l'ETN W.R. Grace ; il n'avait rien découvert de nouveau, mais il a fait d'une ancienne connaissance indienne sa propriété privée et l'a ensuite vendue. Après cela, les Indiens qui désiraient produire quelque chose à partir du neem durent payer des droits de licence à Larson

et à W.R. Grace. Vandana Shiva et Jeremy Rifkin ont lutté avec succès contre cette bio-piraterie devant le Bureau US des Brevets. Des processus semblables se déroulent spécialement dans le secteur des semences où d'énormes ETN ont élargi leur contrôle global en incluant les semences et les ressources biogénétiques et soutiennent leurs intérêts commerciaux contre les populations agraires à l'aide de lois internationales (4)

Après la clôture des pourparlers du GATT, en janvier 1995, la série complète des règlements fut transférée à l'OMC, qui règle maintenant le commerce mondial selon les principes du libre échange décrits plus haut. En même temps, de vastes blocs commerciaux comme l'UE, le NAFTA, l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) et Mercosur (Mercado comum del Cono Sur) ont été installés ou sont en voie de l'être. Ils sont le résultat de la compétition dans une économie globale, la compétition pour des marchés, des investissements, la production et les services. La FAO est en train d'essayer expressément de réaliser l'objectif de la "sécurité alimentaire mondiale" à l'intérieur de ce cadre GATT/OMC. Des analyses concernant le libre échange dans le secteur agricole prévoient que les profits dans les nations de l'OCDE atteindront US\$ 25 milliards par an.

La question est ouverte de savoir si ce gain en profits signifie aussi un gain en sécurité alimentaire. Mais de toutes façons, c'est choisir un tracé erroné que d'attendre la sécurité alimentaire de ces mêmes institutions, intérêts et théories qui ont tellement contribué à détruite la sécurité alimentaire de tant de gens. Nous formulons l'hypothèse suivante :

La sécurité alimentaire universelle est impossible dans une économie de marché globale qui repose à une échelle mondiale sur la libéralisation et la dérégulation du commerce agricole et alimentaire, et sur le dogme néolibéral de l'avantage compétitif, de la compétition universelle, la maximalisation du profit et une croissance permanente.

Voyons maintenant les résultats que ces doctrines commerciales néolibérales ont eus jusqu'à présent sur les pauvres de ce monde. Les pauvres, comme il est bien connu, sont majoritairement des femmes. Les effets de la globalisation sur les femmes dans le Sud et dans le Nord ont été différemment analysés et critiqués. Non seulement 70% des pauvres du monde sont des femmes ; mais les développements néolibéraux ont aussi conduit à une augmentation de la pauvreté féminine en Allemagne. Qu'est-ce que cela signifie en matière de sécurité alimentaire ? La doctrine globale de libre échange est basée principalement sur la théorie d'avantage comparatif de David Ricardo. Cette théorie déclare que les biens doivent être produits là où les conditions naturelles sont les plus favorables et les coûts de production les plus bas. Par exemple, les Portugais devraient produire du vin et pas de textiles, et les Anglais devraient produire du textile mais pas de vin. Les deux pays pourraient alors profiter du commerce de leurs biens. Appliquée à la production agricole et alimentaire dans le cadre du GATT/OMC, cette doctrine signifie que la nourriture devrait être produite là où les salaires sont les plus bas et où les lois de protection de l'environnement sont les moins contraignantes. De plus, cela signifie que les cultivateurs locaux ne pourvoient plus aux besoins de leur propre population, mais à la place, produisent pour un marché externe prometteur de profits plus élevés.

Dans ce but, par exemple en Inde, des terres fertiles pour le riz le long de la côte sont achetées ou louées par des firmes internationales pour en faire des fermes à crevettes. Les crevettes sont exportées en Europe, au Japon et aux USA, et peuvent être achetées à présent à bas prix dans les supermarchés. Afin de construire les bassins à crevettes, il faut pomper de l'eau salée dans les terres, ce qui gâche à la fois la terre et l'eau potable.

Les coûts environnementaux, économiques et sociaux de cette "croissance", comme l'a prouvé Vandana Shiva, sont payés par les communautés locales et surtout par les femmes. Alors que les exportations de crevettes apparaissent dans des statistiques de croissance nationales et internationales, la destruction de l'alimentation locale et des ressources en eau n'est pas mentionnée. Mais surtout, on a dérobé aux femmes des villages de pêcheurs et d'agriculteurs qui pendant des siècles avaient vécu de leur arpent de riz et de leur pêche, leur base de subsistance. Ce sont elles qui protestent le plus activement contre les fermes de crevettes. Vandana Shiva cite Govindamma du village de Kuru dans le Tamil Nadu : "D'abord, ils nous chassèrent de la côte et nous avons dû chercher du travail à la campagne. Maintenant ils construisent ces fermes à crevettes sur des arpents pour le riz... Là, nous avons aussi perdu notre travail. Comment allons-nous gagner notre vie ? "

Les régions du delta de la côte orientale indienne conviennent spécialement pour la culture du riz. Aujourd'hui, cette base pour l'autosuffisance locale a été détruite. Les gains financiers de l'exportation des crevettes ne pourront jamais compenser : premièrement, ces gains sont revendiqués par principalement par des firmes privées étrangères et domestiques, et deuxièmement, les salaires des quelques travailleurs qui trouvent du travail dans cette industrie sont si bas, qu'ils peuvent difficilement garantir la sécurité alimentaire telle qu'elle est définie par la FAO. Ces salaires bon marché font partie de l'avantage comparatif des compagnies de

crevettes ; sans eux, ils auraient pu établir leurs installations sur les côtes allemandes ou japonaises. De plus, ces industries détruisent plus d'emplois qu'elles n'en créent. En outre, il est aussi connu que ces fermes de crevettes ne peuvent opérer productivement que pendant un temps limité, parce que les crustacés finissent par mourir de maladie et il faut chercher de nouvelles régions côtières. Le travail des enfants fait aussi partie de l'avantage comparatif comme on le voit dans la vidéo "The violence of the Blue Revolution."

L'exemple des crevettes pourrait être confirmé par d'autres exemples comme la production de fleurs et de fraises pour l'exportation en Inde occidentale, où la terre autrefois accessible pour la production d'aliments locaux est utilisée maintenant pour des biens de luxe pour les consommateurs déjà gavés dans les pays à pouvoir d'achat plus élevé.

La doctrine de l'avantage comparatif a été élaborée à une époque où la mobilité de la main-d'œuvre et du capital était encore limitée par des frontières nationales. David Ricardo a clairement affirmé que le capital chercherait un avantage absolu et non comparatif s'il pouvait franchir librement toutes les frontières. Dans ce cas les gouvernements et les parlements nationaux ne seraient plus capable de faire obstacle à la recherche d'un avantage absolu et non pas comparatif. Aujourd'hui, on a atteint cette situation.

Et les coûts finaux sont supportés par la nature, les pauvres, les enfants et les femmes. La recherche de l'avantage absolu dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation signifie que la survie des cultivateurs et la sécurité alimentaire des pays appauvris du Sud est sacrifiée dans l'intérêt de la croissance du capital. Vandana Shiva écrit que les prix du riz et du blé en Inde ont augmenté à cause de ces politiques orientées vers l'exportation. Simultanément, on a dérobé aux cultivateurs pauvres dans les régions pauvres leur propre marché par l'importation de millet bon marché.

Que dans un marché agricole global libéralisé, il n'y a de gagnants que s'il y a des perdants ailleurs est confirmé par la déclaration suivante d'un politicien agraire US : "avant que les US puissent réaliser leur principal objectif économique, à savoir une augmentation considérable de leurs ventes de grains [à l'Europe], ils doivent d'abord détruire les politiques européennes de sécurité alimentaire qui encourage la production domestique" Cette déclaration exprime les relations réelles sur le marché agricole global. Pour certains pays et pour les ETN, pour réaliser leurs avantages comparatifs ou absolus, l'auto-suffisance locale, ailleurs, doit être détruite. Les USA ont suivi la stratégie d'utiliser le blé comme une arme depuis le début des années 70. Qu'il s'agit actuellement d'une stratégie consciente des ETN est démontré par l'exemple de Pepsi et *Bikaneri bhujia* en Inde.

Le cas Bikaneri bhujia

Le *bikaneri bhujia* est un casse-croûte traditionnel produit artisanalement au Bikaner, Rajasthan, Inde, qui procurent généralement un revenu à 2.500.000 personnes, surtout des femmes. Pepsi, avec son capital, a entrepris maintenant une production de masse de ce casse-croûte et, utilisant cette dénomination traditionnelle dans sa publicité, il le vend moins cher que les producteurs locaux et ainsi détruit leur marché. Pepsi n'a pas introduit une nouvelle recette pour produire ce casse-croûte. Cette ETN US, qui après la libéralisation économique peut à présent opérer librement en Inde, s'est approprié la connaissance commune et la méthode traditionnelle de préparation de nourriture de millions de femmes simples, et a ainsi détruit leur base d'existence. Ces femmes, de la ville ou de la campagne, éduquées et non-éduquées, mariées et veuves, gagnaient un revenu grâce à cet artisanat parfaitement adapté à la région qui donna son nom au casse-croûte. La lentille particulière utilisée pour le préparer ne pousse que dans les déserts de Bikaner et Jodhpur. L'artisanat possédait un marché local assuré et soutenait non seulement les femmes mais aussi les cultivateurs de ces régions désertiques, où ne pousse pas grand chose d'autre. De plus, quelques 10.000 femmes s'emploient dans la préparation de *papad* qu'on mange en même temps que *le Bikaneri bhujia*. Et des centaines de milliers de vendeurs des rues vivent de la vente de ces casse-croûtes traditionnels populaires.

Lors de la conférence sur les "droits de propriété intellectuelle, les droits communautaires et la biodiversité" tenue à Delhi le 20 février 1996, on signala que presque l'entièreté de la population du Bikaneri était impliquée dans la production et la distribution du *bikaneri bhujia*. Maintenant, Pepsi a annoncé qu'il retirera ce produit du secteur d'industrie artisanale et le relocalisera dans le secteur high-tech. Ce sera une catastrophe pour les gens du Bikaneri : Pepsi a volé le nom commercial traditionnel pour détruire le marché des petites gens.

En Inde, pour soutenir ces politiques, sur les terres agricoles nécessaires pour nourrir les populations locales on plante des produits alimentaires pour l'exportation, comme des tomates pour le ketchup de Pepsi au lieu de riz dans le Punjab, des tournesols au lieu de riz et de millet dans le Karnataka, des fleurs, des fraises et des fruits pour l'exportation dans le Maharadtra au

lieu de produits alimentaires de base. Le maïs cultivé pour nourrir les animaux est exporté vers l'Europe. Les grandes entreprises alimentaires transforment les cultivateurs en producteurs sous contrat, qui leur fournissent la matière première pour les fabriques de "nourriture nouvelle", quelles vendent alors là où se trouvent les classes sociales avec le pouvoir d'achat nécessaire. Les conséquences de ces politiques de libre échange se font déjà sentir en Inde. L'exportation de produits agricoles, surtout le grain, a augmenté de 71% les dernières années : d'une valeur de 21,98 milliards de roupies en 1988-89 à 37,66 milliards en 1992-93. Comme le gouvernement indien, vu la nouvelle politique économique, n'a plus le droit d'influencer les prix des aliments de base, le prix de la nourriture a augmenté de 63% dans la même période, ce qui a conduit à une chute immédiate de la consommation quotidienne de 510gr à 466gr par personne. Dans d'autres pays du sud, le tableau est similaire.

Comment la sécurité alimentaire peut-elle être garantie pour tous dans un système de libre échange - pour les plus faibles économiquement, les femmes appauvries et les enfants ? Concernant l'Inde, Vandana Shiva écrit : "Quand la nourriture n'est accessible qu'au prix du marché mondial comme l'exige la libéralisation du commerce, la faim est la seule certitude pour la majorité des pauvres, qui n'avaient déjà pas assez à manger avant les réformes économiques."

Les cultivateurs de maïs de Mindanao

Un autre exemple qui montre comment le libre échange globalisé provoque la faim est celui des cultivateurs de maïs à Mindanao dans les Philippines. Ces petits paysans vivaient principalement de la production de maïs, mais la politique de libre échange du GATT/OMC les a plongé dans la pauvreté et la famine. Quand les USA se mirent à exporter du maïs aux Philippines, à un prix de loin inférieur au prix de production des cultivateurs de maïs, ils ne purent pas résister et durent abandonner la culture. Alors les paysans appauvris soit rejoignirent les bidonvilles des villes, qui sont déjà surpeuplés, où ils essayèrent de trouver des emplois occasionnels sur les plantations alimentaires des ETN comme Del Monte, qui avait racheté leur terre aux paysans à des prix de misère.

Au lieu de faire pousser des aliments pour eux-mêmes sur leur propre terre, ceux qui ont la chance de trouver un emploi occasionnel sur les plantations produisent maintenant sur ces terres des ananas, des bananes, des légumes pour les supermarchés occidentaux. Et tout ceci sera célébré comme une nouvelle victoire de la théorie de "l'avantage comparatif" et du libre échange. Après tout, pourquoi iriez-vous cultiver votre propre nourriture quand vous pouvez l'acheter meilleur marché ? Et meilleur marché qu'en provenance des USA vous ne trouverez pas de nos jours. Comme il n'y a plus de barrières commerciales, le maïs cultivé au centre des Etats-Unis peut être vendu à la moitié du prix du marché du maïs à Mindanao.

L'ironie veut que le commerce agricole n'est pas vraiment libre en USA. Il est subventionné par le gouvernement à concurrence de US\$ 29.000 par fermier. Le "libre échange ne signifie pas, comme le proclament toujours ses propagandistes, qu'un vrai "champ de jeux nivelé" est créé, mais qu'il y a des vainqueurs et des perdants. Les vainqueurs sont incontestablement les grandes ETN agricoles et alimentaires. Les perdants sont les petits paysans, leur femme et enfants.

Mais que pouvons-nous dire des consommateurs du Nord ? N'appartiennent-ils pas aussi au groupe des vainqueurs ? Les représentants des états du G7 n'avaient-ils pas raison quant à leur sommet, à Lyon, en automne 1997, ils déclarèrent que le libre échange favoriserait les consommateurs en permettant des prix plus bas pour la nourriture ? Les associations internationales de consommateurs applaudirent le GATT à cause de la baisse de prix de toutes les marchandises. Mais les consommateurs en Europe et aux USA ont à peine remarqué les négociations du GATT. La majorité ne se demande pas pourquoi elle peut acheter toute l'année des fruits exotiques à bas prix et pourquoi le prix des T-shirts diminuent chaque année. Ce genre d'ignorance sociale concernant l'économie réelle fait partie de la stratégie néolibérale. Elle évite que les gens ne commencent à poser des questions sur la politique alimentaire du GATT/OMC qui sacrifie l'existence des petits paysans et la sécurité alimentaire pour favoriser les profits des ETN.

Les "trous noirs" pour les femmes du Nord

Bien que les pays du Nord, et en particulier les pays du G7, aient profité du processus de la globalisation néolibérale, plus ce processus se poursuit et plus il devient évident que la pauvreté, la faim, l'insécurité sociale, la misère et l'absence d'emplois se retrouvent non seulement dans le

Sud mais de manière croissante aussi dans le Nord. En fait, on peut observer aux USA comme en Europe, un processus de polarisation sociale. Ce processus a été le plus marqué en Allemagne de l'Est, où la réunification de l'Allemagne, d'abord célébrée comme le début d'une ère dorée, a provoqué une augmentation dramatique du chômage. Deux tiers des chômeurs y sont des femmes. Cela arrive dans un pays où l'emploi des femmes salariées était le plus élevé du monde - 90% - et où les femmes étaient représentées dans toutes les professions. Aujourd'hui on utilise la vieille stratégie patriarcale pour renvoyer les femmes à la maison vers le "Küche und Kinder" sans autre alternative.

Consécutivement à la politique néolibérale, on a coupé dans les dépenses pour les jardins d'enfants et la sécurité sociale ; les femmes sont les principales victimes de ces processus. C'est vrai non seulement pour l'ancienne Allemagne de l'Est mais aussi pour l'ancienne Allemagne de l'Ouest et tous les pays de l'OCDE, où les gouvernements suivent le même dogme néolibéral. Ces gouvernements estiment que leur tâche principale est de protéger les intérêts des grandes ETN et pas de protéger le peuple. Ils coupent dans les dépenses publiques dans les domaines de la sécurité sociale, la santé, l'éducation, les soins aux enfants et l'égalité des femmes afin de promouvoir la privatisation des biens publics et la dérégulation des lois du travail. Tout ceci est fait pour favoriser la compétitivité des grosses entreprises sur la place du marché global et pour attirer des investisseurs étrangers. On justifie cette politique par l'argument qu'ainsi on va créer plus d'emplois. Il est clair aujourd'hui que cette stratégie ne créera pas plus d'emplois. Chaque rationalisation et innovation s'accompagne au contraire de destruction d'emplois et produit ce qu'on appelle la "croissance sans emplois". Pourtant, cette stratégie n'a été abandonnée nulle part.

On croit que ce qui a été produit artificiellement est supérieur et plus productif que la force de travail d'humains vivants. "Augmenter la productivité" - soit en substituant à cette force de travail des machines high-tech ou en relocalisant la production dans des pays à "bas salaire" - est une des clés des mécanismes utilisés par les entreprises pour répondre à la compétition globale.

Diviser et régner

La stratégie néolibérale est un désastre - pas seulement pour les femmes dans le Sud mais aussi pour les femmes du Nord. En Allemagne, par exemple, la proportion des dépenses sociales dans le PNB a baissé de 33% en 1988 à 30% en 1994. Parmi les femmes qui travaillent 40 heures et plus par semaine, 53% n'ont pas de revenus suffisants pour couvrir leurs principaux coûts pour vivre - estimés à DM 1.800. De plus les femmes sont majoritaires dans les emplois part-time et précaires. La situation économique des mères-célibataires et des femmes cheffes de ménage s'est détériorée depuis 1980, alors que le nombre de ces ménages s'est accru d'un million. Mais cette situation ne se limite pas à l'Allemagne. On la retrouve aux USA, au Canada et au Royaume Uni et dans la plupart des pays du Nord. Bien sûr, cette féminisation de la pauvreté, comme on l'appelle, ne signifie pas encore quelles meurent de faim dans ces pays. Ce qu'il est important de comprendre est que l'actuel processus de globalisation néolibérale produit une nouvelle subordination patriarcale des femmes, à la fois dans le Sud et dans le Nord, non seulement par intervention directe ou par violence, mais aussi simplement par le fait que des priorités économiques apparemment dénuées de valeurs [morales], notamment la marchandisation de tout et la maximalisation des profits sont les buts centraux de toutes les sociétés. Ces buts apparaissent comme des lois quasi naturelles de toute activité économique. Une telle vision d'une économie, est fondamentalement hostile aux femmes, à la vie, aux humains comme êtres sociaux, et à la nature.

Ces dernières années, nous avons pu observer une érosion déprimante de la solidarité dans nos sociétés. Comme résultat du principe diviser pour régner et de la coupure hiérarchique d'une société patriarcale, les femmes sont les victimes principales de cette érosion. L'effondrement du socialisme n'est pas la cause de ce changement, comme on le dit souvent ; il l'a seulement aggravé. La leçon que nous devons en tirer aujourd'hui - une leçon historique que nous avons évitée pendant au moins 200 ans - est que la question de savoir qui du capitalisme ou du socialisme est le meilleur système n'est simplement pas la bonne question. Si des gens avaient posé cette question à partir d'une perspective de femmes, ils auraient connu la réponse bien plus tôt : aucun des deux n'est préférable à l'autre.

Le prolétaire est mort, vive la ménagère !

"Le Prolétaire est mort, Vive la ménagère !" est le titre d'un essai que Claudia von Werlhof a publié en allemand en 1983. C'était au moment où pour la première fois avait été proclamée la fin du prolétariat et de la "société de travail". (Gorz) Werlhof critiquait ce discours en expliquant

que peut-être le travailleur masculin qualifié, bien protégé par la législation du travail, les syndicats et un contrat de travail, n'était plus la force de travail optimale pour le capital : par contre la ménagère était exactement ajustée pour la nouvelle stratégie du capital de cette époque qui réclamait une flexibilisation du travail. Cette flexibilisation était diffusée comme la conséquence nécessaire de la nouvelle rationalisation du travail amenée par la technologie micro-électronique et informatique.

Alors qu'en 1983 les syndicats pouvaient encore croire que la flexibilisation n'était qu'une stratégie temporaire pour tirer le capitalisme hors d'une crise économique, il est clair maintenant que cette stratégie est devenue la méthode principale pour miner les standards bien installés et bien protégés du travail de la plupart des gens dans les pays industrialisés. Dans le contexte de la globalisation, quand les entreprises peuvent simplement déménager vers d'autres pays à "bas salaire", si les syndicats continuent dans les pays industrialisés à s'accrocher à leurs demandes traditionnelles, il semble plausible, du point de vue du capitalisme, de flexibiliser davantage le travail. L'ancien ministre de l'économie allemand, Rexrodt a suggéré ouvertement l'établissement de secteurs à bas salaires en Allemagne. Sinon le capitalisme allemand continuerait à déménager vers les pays à "bas salaires", principalement en Europe de l'Est et en Asie ou l'Amérique du Sud. Le ministre a même été explicite sur le type de force de travail qui devrait être embauché dans les "secteurs à bas salaires" : des femmes, des ménagères. Il a vanté les femmes pour leur capacité de concilier travail ménager, les soins aux enfants et aux personnes âgées avec un travail productif - peut-être comme travailleuses à domicile avec un ordinateur.

En fait, la flexibilisation du travail signifie la ménagérisation du travail. Déjà en 1983, Claudia von Weber écrivait que non seulement le travail des femmes serait ménagérisé "mais aussi celui des hommes". Parce que dans la stratégie du capital, le travailleur salarié masculin et blanc n'est pas le portrait du futur de tous les travailleurs. Le rêve de tous les capitalistes est l'universalisation de rapports de travail similaires à ceux des ménagères.

Il n'y a pas de travail humain meilleur marché, plus productif et plus fructueux et qui peut être imposé sans fouet. Je crois que la restructuration de notre économie impliquera l'effort de ré-éduquer les hommes et leur imposer, autant que possible, la capacité de travail féminine. Parce que le travailleur salarié (masculin) fait trop peu et connaît trop peu. Il ne sait faire que ce pourquoi il est payé et ce qui a été négocié par contrat (von Werlhof)

Si on regarde les pays qui ont apparemment résolu leurs problèmes d'emplois, les USA, le Danemark ou les Pays-Bas - on peut voir la justesse de ces affirmations. Les emplois qui ont été créés dans ces pays sont des emplois ménagérisés. Ils sont mal payés, à temps partiel, occasionnels, sans la protection des lois du travail, sans syndicalisation, à court terme et atomisés. Il y a une grande quantité de travail à domicile dont l'exploitation est actuellement camouflée par des concepts tels que "auto-emploi" ou "entrepreneuriat" ("self-employment" or "entrepreneurship") La dérégulation des marchés de l'emploi et l'insistance sur un secteur de services fort suit exactement cette ligne. Beaucoup de ce qui est inclus dans ce secteur des services n'est rien d'autre que du travail à domicile marchandisé.

Les "trous noirs" du chômage

Comme on l'a dit plus haut, une des attirances de la globalisation pour les grandes entreprises est le fait qu'elles peuvent économiser sur les coûts du travail. Avec la rationalisation continue et la concentration du capital ceci a rapidement détruit des millions d'emplois dans tous les pays industrialisés. Alors que les profits de ces entreprises ont augmenté à des niveaux fantastiques, cette croissance ne conduit pas à la création de nouveaux emplois. "La croissance sans emplois" est devenu un phénomène normal dans le Nord. Même en Allemagne, le nombre officiel de chômeurs était de 4,7 millions en février 1997. Ce chiffre est plus élevé que celui de 1933, quand il y en avait moins de 4,5 millions.

Non seulement les cols-bleus perdent leur emploi; des personnes hautement qualifiées travaillant dans des banques, des assurances et l'industrie deviennent aussi du travail "superflu". Par exemple, le fait que des personnes hautement qualifiées dans des endroits comme Bangalore ou Hyderabad, en Inde, sont capables d'effectuer le même travail dans l'industrie du software que des travailleurs allemands ou hollandais, mais pour un salaire beaucoup plus bas, a conduit à des fermetures ou des relocalisations massives de telles industries dans le Nord. Des entreprises comme Siemens, Texas Instruments, Microsoft, Toshiba and Compac ont relocalisé une grande partie de leur travail de software. Ce qui a détruit des millions d'emplois dans le Nord. Martin et Schumann écrivent qu'IBM, Digital Equipment et Siemens-Nixdorf ont éliminé

plus de 10.000 emplois en établissant des filiales à Bangalore. Ils estiment que des 200.000 emplois qui existaient dans l'industrie allemande du software seuls 2.000 existent encore. Ce qui est vrai pour le secteur des ordinateurs et du software est vrai aussi pour les secteurs des services, des banques et des assurances. La modernisation et la globalisation de ce secteur - généralement loué pour être le nouveau créateur d'emplois - détruira en effet plus d'emplois qu'il n'en créera. Déjà la combinaison des processus de globalisation, d'automation et de rationalisation a aboli 40 millions d'emplois dans les 23 pays de l'OCDE. La BM et d'autres instituts de recherche sont arrivés à la conclusion que 15 millions de gens perdront leur emploi dans l'UE. Ces chiffres doivent être ajoutés aux statistiques de chômage existant dans l'UE. Après leur analyse de la situation de l'emploi dans les pays de l'OCDE, Martin et Schumann sont d'avis que même en Allemagne le taux de chômage pourrait augmenter de 9,7% (en 1996) à 21%.

Ce qui est pire que des chiffres croissant ou stagnant de manque de travail est le fait que les politiciens et les économistes n'ont pas la moindre idée comment combler le "trou noir". D'une part ils croient fermement dans le credo néolibéral de la globalisation, de la libéralisation, de la privatisation, de la rationalisation et de la compétition qui détruit des emplois, comme ils le savent bien; d'un autre côté, ils ne savent pas comment créer de nouveaux emplois. Jusqu'à présent, ils n'ont pas à offrir une autre solution que celle que nous appelions, il y a 20 ans, la "ménagérisation" du travail.

Les "trous noirs" de la guerre financière

Une des raisons pour lesquelles les gouvernements diminuent leurs dépenses pour la sécurité sociale, l'éducation publique, la santé et les projets environnementaux sont les "trous noirs" de leurs budgets financiers. Ces "trous noirs" sont en partie une conséquence du fait que les banques et les entreprises qui opèrent de manière transnationale ne paient presque pas d'impôts dans leur pays "d'origine". Ces entreprises peuvent éviter l'impôt en déménageant leur base vers un paradis fiscal. Mais ils bénéficient en même temps de tout subside gouvernemental pour l'industrie. Ainsi, une entreprise comme BMW a payé à l'état allemand, en 1988, 545 millions de DM comme impôts. En 1992, elle n'a payé que 6% de cette somme. Depuis 1980 le revenu des impôts de l'état allemand provenant des bénéfices des entreprises est tombé de 37 à 25%. Les grandes ETN paient de moins en moins aux caisses de l'état. Cela signifie que les payeurs d'impôts ordinaires doivent supporter une plus grande part de la charge d'impôts. Depuis 1980, les taxes payées par les salaires des ouvriers et des employés en Allemagne ont grimpé de 163%, alors que celles payées par les entreprises et les propriétaires d'actifs privés n'ont augmenté que de 33%.

Le scandale des "trous noirs" dans les trésorerie d'état est non seulement qu'ils sont une redistribution de la base de l'économie de l'iceberg vers le sommet mais aussi que les états-nations ne voient pas de possibilités de contrôler les libres transferts de capital des banques, des entreprises et des spéculateurs opérant globalement. Un des piliers de la démocratie et de la souveraineté nationale est le droit souverain de l'état de prélever des impôts. Cette souveraineté ne compte plus pour le capital global. Le néolibéralisme a finalement "libéré" le capital de toute obligation et de toute restrictions que des gouvernements élus démocratiquement avaient utilisé jusqu'ici pour contrôler le capitalisme. Ceux qui avaient cru qu'il était possible "d'humaniser" le capitalisme doivent maintenant réaliser que l'économie néolibérale de marché globalisé ne peut pas être apprivoisée par des gouvernement nationaux. Le capitalisme montre maintenant sa vraie face inhumaine, une face qu'il avait toujours montrée dans les colonies.

La globalisation n'a pas seulement causé de grands trous noirs dans les trésoreries d'état. Les crises financières soudaines en 1997-98 en Asie, en Russie et en Amérique latine ont aussi envoyé des vagues de panique parmi les gardiens et les promoteurs du credo néolibéral. L'ironie veut que l'effondrement des systèmes financiers en Asie et en Russie n'est pas dû au fait qu'ils n'ont pas suivi leurs enseignants néolibéraux de la BM, du FMI et des "groupes d'experts" nord-américains. Ils ont tous suivi docilement les dogmes du libre échange qui exigeaient que tous les contrôles gouvernementaux sur le libre flux des capitaux soient levés.

Michel Chossudovsky a montré que les crises financières en Asie de même que celles en Russie et dans d'autres parties du monde ne se sont pas produites comme de simples désastres naturels - qu'elles sont l'issue d'une "guerre financière" basée sur des manipulations des forces du marché par de puissants acteurs y compris les banques transnationales, le FMI et des spéculateurs. D'après Chossudovsky, cette guerre financière et économique conduira à une recolonisation du monde.

Il n'est pas nécessaire de recoloniser des territoires perdus ou d'envoyer des armées

conquérantes. A la fin du 20e siècle, "la conquête de nations", pure et simple signifiant le contrôle sur leurs biens productifs, leur travail, leurs ressources naturelles et leurs institutions, peut être accomplie de manière impersonnelle à partir du bureau de décision d'entreprises: des ordres sont envoyés par un terminal d'ordinateur ou un téléphone (cell phone). Les données pertinentes sont instantanément relayées vers les principaux marchés financiers - résultant souvent dans des disfonctionnements immédiats d'économies nationales.

Dans cette guerre, le FMI joue un rôle important, parce que depuis la crise mexicaine de 1994-95, les opérations de caution du FMI pour des économies déstabilisées n'ont pas vraiment sauvé ces pays mais ont au contraire ouvert aux banques marchandes les plus grandes du monde les secteurs-clés de leur économie pour être privatisée et vendue.

Les plus grands managers d'argent du monde mettent le feu à des pays et sont ensuite appelés comme pompiers (sous le "plan de sauvetage du FMI) pour éteindre le brasier. Ils décident finalement des entreprises qui doivent fermer et lesquelles doivent être soumises aux investisseurs étrangers à des prix bradés.

Tandis que des "investisseurs étrangers-vautours" bénéficient de ces crises induites, des économies nationales s'écroulent, le chômage monte en 24 heures, les gouvernements sont incapables de payer les salaires, la pauvreté et la faim se réinstallent soudain dans des pays qui avaient suivi le sentier néolibéral vers la prospérité.

Les dirigeants de l'économie mondiale n'ont pas d'explications pour les effondrements soudains des économies d'Asie, de Russie et d'Amérique latine. Ils craignent que les crises financières là-bas pourraient se développer en une récession mondiale caractérisée qui pourrait aussi inclure les USA et l'Europe. Mais au lieu d'abandonner leur foi dans le paradigme néolibéral, ils continuent à prêcher les mêmes dogmes de privatisation, de libéralisation, de dérégulation. Ils sont incapables de tirer la leçon de la réalité, notamment que leurs théories ont justement créé des trous noirs partout dans le monde.

La grande confusion: de la théorie à la religion

Le chaos causé par le néolibéralisme dans l'économie réelle a sa contrepartie dans la confusion qu'on trouve dans les explications théoriques des "trous noirs" balbutiés (?) partout, et dans les solutions offertes pour les combler. Des économistes décrivent comment la globalisation affecte les différents secteurs de l'économie. Et selon leur point de vue, ils l'évaluent positivement ou négativement. Mais généralement ils n'expliquent pas *pourquoi*, dans les pays industrialisés du Nord, après plus de 20 ans de boum dans les années qui ont suivi la Seconde guerre mondiale, le modèle keynésien a pris fin; *pourquoi* des états-providences réussis comme la Suède n'ont brusquement pas pu continuer comme avant; *pourquoi* les femmes en Suède, qui jusque là avaient mondialement profité le plus de l'état-providence et qui étaient considérées comme des modèles de politique d'émancipation, se trouvaient maintenant reléguées au patriarcat européen "normal".

La confusion est remarquable en particulier quand on regarde les solutions offertes pour combler les "trous noirs" du chômage. Les affirmations suivantes peuvent servir d'exemples à cette confusion.

Nous utilisons encore toujours le concept du travailleur industriel full-time, bien qu'il y ait beaucoup de gens qui sont employés sous des rapports de travail qui sont différents de ceux du travail normal. Ceux-là ne sont pas des travailleurs salariés full-time à proprement parler ??? mais ont un contrat pour un travail occasionnel ou sont de faux "indépendants" qui ne travaillent plus en usine. Je pense qu'il faut considérer de tels nouveaux rapports de travail dans notre politique de négociation collective. (Walter Riester IG Metall)

Cette déclaration faite par un dirigeant syndical montre que les syndicats n'ont pas encore commencé à développer un nouveau concept de travail qui pourrait inclure le travail payé et le travail gratuit -une tâche que le féminisme a déjà accompli il y a 20 ans. Maintenant que la flexibilisation et la ménagérisation du travail est la stratégie principale des ETN pour baisser le coût du travail, les syndicats n'ont pas d'outils théoriques pour expliquer ce processus.

Mais la confusion des grandes entreprises et leurs porte-parole n'est pas moins remarquable. Helmut Maucher, le chef de l'exécutif de Nestlé et le président de la Chambre internationale du Commerce exprime clairement cette confusion théorique:

En effet, vous ne pouvez pas expliquer à une personne normale pourquoi les prix boursiers augmentent jours après jour et pourtant de plus en plus de gens sont licenciés. Cependant, d'autre part, il reste vrai que la compétitivité est finalement la méthode la plus sûre pour créer de l'emploi - même si le chemin vers cet objectif peut parfois être ardu. (1998)

Même si la croyance dans le dogme de la capacité miraculeuse de la compétitivité de créer davantage d'emplois ne résiste pas au test de la réalité, mais si ce fossé entre le dogme et la réalité est admise par des dirigeants du capitalisme international, il continue à préférer de soutenir sa foi plutôt que de tirer une leçon de l'économie réelle.

Cet exemple montre que la théorie néolibérale est une croyance religieuse plutôt qu'une théorie testée scientifiquement. Un des dogme de cette religion dit, "Sans compétitivité, pas d'investissements. Sans investissements, pas d'emplois." La connaissance de la fausseté de ce dogme ne résulte pas dans l'abandon de cette religion. La raison de l'incapacité de tirer une leçon de la réalité, est la ferme croyance qu'il n'y a pas d'alternative (There Is No Alternative, TINA) au capitalisme néolibéral - une croyance répandue dans le monde entier depuis 1989, l'année de la Chute du Mur.

Que le néolibéralisme soit véritablement une religion et que la rationalité de sens commun ait entraîné confusion et croyance, se remarque aussi dans les déclarations des analystes et des dirigeants du capital financier international sur la débâcle financière en Asie, en Russie, en Amérique latine et les soudaines crises de confiance des investisseurs internationaux qui s'en suivit. Un observateur décrit la situation comme suit:

On avait l'impression d'être aux funérailles de la globalisation. Mais ceux qui se lamentaient ne pouvaient pas se décider à accepter l'évidence de cette mort. Ils ne pouvaient faire preuve d'aucune clarté d'esprit parce qu'ils étaient prisonniers d'une attitude de refus. L'écroulement de la globalisation causa chez eux une crise intellectuelle qui ressemblait à une crise religieuse.

Après le crash à la bourse de New York, le 31 août 1998 et plus tard lors de la chute spectaculaire des "hedge funds" spéculatifs, le 23 septembre, la panique s'empara même du banquier le plus puissant du monde. Alan Greenspan, le chef de la Banque des Réserves fédérale des USA. On a rapporté qu'il aurait dit: "Je n'ai jamais vu quelque chose de semblable." Panique, confusion, irrationalité, dogmatisme religieux semblent caractériser les dirigeants de l'économie globalisée aujourd'hui. Mais pas seulement les dirigeants nationaux et internationaux de cette économie, mais aussi la plupart des citoyens "normaux" des pays riches du Nord souffrent du même syndrome TINA que ceux du sommet. "Il n'y a pas d'alternative" est la phrase qu'on entend le plus quand on essaie de critiquer la logique et les résultats du capitalisme néolibéral. Une des raisons pour cette confusion, ce pessimisme et cette attitude religieuse largement répandus et exprimés par le syndrome TINA est la croyance aveugle dans les axiomes et les hypothèses de bases sur lesquels les théoriciens de l'économie capitaliste ont construit leurs dogmes.

Le credo capitaliste

Au meeting de la campagne internationale contre l'Accord Multilatéral sur les Investissements tenu à Paris les 17-20 octobre 1998, on distribua les 8 articles de foi de la religion néolibérale suivants. Ils contiennent la quintessence du néolibéralisme telles qu'il fut formulé au début des années 70 et sont connus sous le nom du "Consensus de Washington.

Les huit articles de foi

1. Il n'y a pas de développement sans croissance économique .
2. Un revenu national en croissance se répercute automatiquement au bénéfice de tous les membres de la société.
3. L'intégration d'économies nationales et locales dans l'économie mondiale est une bénédiction pour tout le monde.
4. La libéralisation du commerce mondial permet à toutes les nations de faire le meilleur usage de ses avantages comparatifs dans la division internationale du travail.
5. La libéralisation des flux du capital international résulte en une meilleure affectation des moyens de production.
6. L'innovation technologique compensera les inconvénients écologiques du présent système de production.

7. Les droits de propriété privée ne sont pas seulement le meilleur système pour traiter la rareté, mais convient mieux à la nature humaine que tout autre système.
8. L'implication directe des états-nations dans la vie économique résulte toujours en inefficacité et corruption.

A cette liste de dogmes économiques, nous voudrions en ajouter quelques-uns. Ce sont les suivants:

- a. L'homme est égoïste. Toute économie est basée sur l'intérêt individuel.
- b. La nature est pingre. L'économie a toujours à voir avec des ressources rares.
- c. Les besoins humains sont fondamentalement illimités et insatiables.
- d. Une économie moderne doit croître de manière permanente. Seul le "travail productif" est du "travail".

Dans ce qui suit, nous critiquons certains de ces dogmes à partir d'une perspective de subsistance.

L'homme est égoïste (articles a et 7)

Si les pères de la théorie capitaliste (Hobbes, Smith, Locke) avait choisi une mère au lieu d'un bourgeois célibataire masculin comme la plus petite unité économique pour leurs constructions théoriques ils n'auraient pu formuler l'axiome de la nature égoïste des êtres humains de la manière dont ils l'ont fait. Ils auraient réalisé que les êtres humains sont à la fois égoïstes et altruistes, à la fois agressifs et attentionnés. Ils auraient vu que la vie humaine n'est pas seulement "solitaire, pauvre, désagréable, brutale et courte" et que la loi de l'histoire n'est pas seulement la "guerre...de tout homme contre tout homme" (Hobbes); ils auraient été capables d'observer que des gens coopèrent entre-eux, vivent en communautés, peuvent être pacifiques et compatissants et en dépit de ses vicissitudes, apprécient la vie et la célèbrent.

Liselotte Steinbrügge a montré que les philosophes des Lumières du 18e siècle étaient clairement conscients de la difficulté que la philosophie capitaliste de l'*homo economicus* mû par son propre intérêt, compétitif, calculant rationnellement individualiste créerait pour la société.

Ils se demandaient ce qui se passerait avec la miséricorde, la paix, la générosité etc.?

Ils résolurent cette difficulté en séparant le public de la sphère privée et en créant deux espèces d'éthiques, une pour le privé, l'autre pour la sphère publique. La responsabilité des valeurs "privées" fut attribuées aux femmes, tandis que es hommes pouvaient poursuivre leur "guerre de tous contre tous" dans la sphère publique de la politique, de la militarisation et de l'économie.

Les ressources sont rares (articles b et 7)

L'anthropologie du guerrier humain masculin solitaire et égoïste cadre bien dans la cosmologie basée sur un concept de la nature comme principalement pauvre, pingre avec de manière permanente des ressources rares. Comme Carolyn Merchant l'a démontré de manière plausible, avant la Renaissance la nature était conceptualisée comme une Mère-nature généreuse, un organisme féminin avec des richesses et des ressources inépuisables. Mais les théoriciens du patriarcat capitaliste, surtout Bacon, la changèrent en une sorcière pingre d'où l'"homme rationnel" devait extraire les trésors par la coercition et la torture.

A partir de la Renaissance, tous les peuples pré-capitalistes et pré-industriels ont été considérés comme pauvres (arriérés) toujours occupés à la collecte ou à produire les besoins nécessaires à la survie: la nourriture, les vêtements et un abri. Ils n'ont apparemment pas le temps pour les choses "supérieures" dans la vie: la culture et l'éducation. Des concepts comme l'"homme naturel", les "primitifs", "un peuple à l'âge de pierre" exprime cette évaluation. Contrairement à ces "primitifs", la société industrielle capitaliste apparaît comme le créateur de toute la richesse, de la culture et des surplus.

Marshall Sahlins a démontré de manière convaincante que les "économies de l'âge de pierre" à la fois celles du passé et les actuelles, sont originaires les sociétés prospères. Il définit une société prospère comme une société "dans laquelle tous les besoins matériels des gens sont facilement satisfaits". "Facilement satisfait" peut vouloir dire soit que les gens "désirent peu" ou qu'ils sont capables facilement de "produire plus". Le capitalisme a choisi la seconde voie. C'est la raison, d'après Sahlins, pour laquelle il a dû introduire le concept de rareté. Ce système est basé sur l'hypothèse "que les besoins de l'homme sont grands, pour ne pas dire infinis, alors que ses moyens sont limités, bien qu'améliorables: ainsi le fossé entre les moyens et les fins peut être réduit par la productivité industrielle."

Et alors, la productivité industrielle est le moyen de créer la prospérité. Mais pour produire une richesse de biens, il faut non seulement accepter le concept de rareté comme l'hypothèse

économique la plus fondamentale, mais la rareté doit être créée dans les faits à l'intérieur même des structures de l'économie et par ces structures.

Le système de marché industriel institue la rareté, d'une manière sans parallèle et à un degré atteint nulle part ailleurs. Là où la production et la distribution sont arrangées par le comportement des prix, et où tous les moyens d'existence dépendent de gagner et dépenser, l'insuffisance de moyens matériels devient le point de départ explicite, calculable de toute activité économique. L'entrepreneur est confronté à des investissements alternatifs d'un capital fini, le travailleur (on l'espère) avec des choix alternatifs d'emplois rémunérateurs et pour le consommateur...la consommation est une double tragédie: ce qui commence dans l'inadéquation s'achèvera en privation...le marché met à disposition une quantité étourdissante de produits: toutes ces Bonnes Choses accessibles à l'homme - mais jamais tout ce qui est à sa portée. Pire, dans ce jeu de libre choix du consommateur, chaque acquisition est en même temps une privation, car tout achat de quelque chose est l'abstention d'autre chose.

Dans le système capitaliste, la rareté est structurellement nécessaire et construite dans son fonctionnement. Dans un système qui est animé principalement par le motif d'une croissance constante d'argent et parce que le capital ne sait pas dire "Cela suffit", il n'y a pas de concept de suffisance. A cause de cela, il est nécessaire que les gens *croient* que la nature ne procure pas suffisamment et que le cercle de travail- argent-marchandises-consommation est le seul moyen d'échapper à la rareté, la faim ou "la simple subsistance". D'après Sahlins, la "simple subsistance" est un des concepts par lequel le mythe de la rareté fut créé et est constamment repris. Il sert en même temps à dévaluer les économies de subsistance des peuples non-industrialisés et crée aussi des impressions tout-à-fait erronées sur la vie des "peuples de l'âge de pierre" passée et présente. Cette impression n'est pas du tout corroborée par un fait empirique.

Parmi les aborigènes d'Australie ou les Bushmen du désert du Kalahari, en Afrique, les hommes et les femmes n'ont pas à travailler plus de 6 heures par jour pour avoir suffisamment de nourriture variée et riche en calories. Sahlins cite les découvertes de l'étude sur les bushmen de Lee. Ils ne travaillaient que 2,5 jours par semaine. Les hommes travaillaient comme chasseurs, les femmes comme cueilleuses. En moyenne leur journée de travail était de 6 heures pour les deux sexes. Malgré une courte journée de travail, ils consommaient 2140 calories par jour. Ce qu'ils ne consommaient pas, ils le donnaient à leurs chiens.

Quoiqu'on puisse penser du style de vie de ces "gens de l'âge de pierre" une chose est certaine. Ils n'étaient pas pauvres et ils ne mouraient pas de faim. Au contraire, c'était des sociétés riches. Ils travaillaient moins que les gens "civilisés", leur nourriture était plus saine, plus riche en calories et en diversité que celle de la moyenne des 800 millions de gens dans le monde définis par la FAO comme mal nourris. D'après la FAO, la quantité journalière moyenne de calories des gens vivant au sud du Sahara est de 1.300 calories. C'est beaucoup moins que la quantité de calories que les pygmées du Kalahari absorbent en travaillant beaucoup moins. Du moins tant qu'ils ne furent pas colonisés et soumis au "développement" moderne.

En conclusion, nous pouvons dire que la faim, la malnutrition, la rareté et la pauvreté ne sont pas causées par une nature pingre ou une productivité sous-développée du travail. Elles ne sont pas non plus la conséquence d'un accroissement de population incontrôlé. Elles proviennent d'un mode de production qui ne sait jamais dire Ca suffit! Le capitalisme patriarcal est le père de la rareté, et pas la mère-nature.

Mais ce ne sont pas seulement les économies capitalistes qui sont basées sur l'axiome de la rareté universelle et perpétuelle. Le marxisme et le socialisme aussi ont accepté l'hypothèse de la rareté comme point de départ pour développer une nouvelle utopie.

Les besoins humains sont infinis (articles b et 1)

Cet article de foi est en totale contradiction avec notre expérience quotidienne dans "l'économie réelle". Tous nos besoins de base, la nourriture, l'habillement, l'abri, la chaleur, etc. peuvent être satisfaits. Ils ne sont pas insatiables. Même ce qu'on appelle des "demandes plus élevées" comme la connaissance, la culture, la mobilité, l'amitié, la reconnaissance, le respect - l'amour - ne sont pas infinis. Ils peuvent être satisfaits ici et maintenant. C'est précisément un des problèmes de l'économie de marché orienté vers la croissance que les "besoins" des gens soient tellement "inflexibles". Pour résoudre le problème de besoins finis dans un monde fini, le capitalisme a dû transformer les besoins en demandes et en addictions en produisant des "satisfacteurs" toujours plus nombreux et toujours plus en vogue. (Max-Neef) Ce n'est que lorsque la soif n'est plus étanchée par de l'eau mais uniquement par du Coca-Cola, ou du vin ou

de la bière qu'il est possible d'étendre leur production et d'autres boissons de manière illimitée. Quand un besoin tel que la soif peut être transformée en addiction et ses "satisfacteurs" en pseudo-satisfacteurs, une production illimitée de tels pseudo-satisfacteurs marchandisés devient possible.

Mais même en dépit de ces stratégies pour stimuler la consommation au-delà de la satisfaction des besoins, un des problèmes principaux du capitalisme globalisé reste les limites à poursuivre l'expansion des marchés. Ce problème n'est pas seulement celui de la surproduction vis-à-vis du manque de pouvoir d'achat de masses de gens dans le Sud, mais c'est aussi que les classes qui ont un pouvoir d'achat, les classes moyennes dans le monde entier, ont déjà la plupart des biens, à la fois matériels et immatériels, que l'économie de marché produit. Afin de surmonter cette limite, les entreprises dépensent des milliards pour la publicité de leurs produits. Trainer estime que dans le monde entier l'industrie dépense chaque année US\$ 100.000 millions pour la publicité. D'autres part, ils produisent de plus en plus des articles à jeter ou des biens avec une faiblesse incorporée.

Dans une société de subsistance, d'autre part, tous les besoins humains seraient réellement satisfaits. Cela signifie que les gens n'auraient pas à se tourner vers des pseudo-satisfacteurs qui en même temps stimulent une nouvelle consommation de compensation parce que les besoins réels ne sont jamais satisfaits. Les pseudo-satisfacteurs et une consommation compensatoire perdent leur attraction si les gens et les communautés produisent elles-mêmes ce dont ils ont besoin et voient dans leur activité une connexion entre une activité productrice et la consommation. Ces besoins ne seront pas infinis; ils seront satisfaits. La vraie satisfaction demande toujours un élément d'auto-activité. Dans une société où les gens deviennent de plus en plus de simples consommateurs, sans la satisfaction de produire (ou de faire quelque chose qui ait du sens), des supermarchés entiers regorgeant de biens et tout l'argent du monde ne peut pas acheter une satisfaction vraie. Si les gens peuvent voir une signification dans le travail qu'ils font, dans les choses qu'ils produisent, si le travail n'est pas seulement un travail salarié aliéné, l'illimité supposé de nos besoins se verrait considérablement réduit.

***L'économie doit croître de manière permanente - seul le travail "productif" est du travail
(articles développement, 1 et 2)***

Ceci est l'article de foi le plus important du capitalisme (néolibéral): sans croissance, pas de développement, sans croissance, toute l'économie stagnera et s'effondrera. Les économistes définissent la croissance comme l'augmentation de tous les biens et services produits et mis sur le marché en un an dans un pays. La somme de cette croissance est mesurée dans le PIB ou le PNB (produit intérieur brut ou produit national brut). Si à la fin d'un an d'affaires (business year) le PNB n'a pas crû d'au moins 2% on dit que l'économie est en crise. Le chômage augmente et des firmes font banqueroutes. Trainer a calculé ce qui arriverait autour de l'année 2060 avec une croissance annuelle de 2%: nous aurions une quantité de biens et de services 8 fois supérieure à ce que nous avons maintenant. On n'a pas besoin de beaucoup d'imagination pour comprendre ce que cela signifierait pour l'environnement, pour les ressources naturelles, pour les populations du Sud, pour le travail et pour les rapports entre nations.

Mais pour commencer, pourquoi et comment fut créé cet indicateur de croissance, PNB/PIB. Que mesure-t-il et que ne mesure-t-il pas? Marilyn Waring a démontré de manière convainquante que la plus grosse partie du travail fourni sur cette planète n'est pas incluse dans cet indicateur, notamment le travail des ménagères et des mères, le travail de subsistance des paysans et des artisans, et la plus grosse partie du travail dans le secteur informel, en particulier dans le Sud, et bien sûr, l'activité auto-génératrice de mère-nature. Toute cette production et tout ce travail *ne comptent pas*. D'autre part, tout le travail destructif - comme les guerres, les accidents environnementaux et autres, les déversements de pétrole, la production et le commerce d'armes etc. - est inclus dans le PIB, parce qu'il "crée" plus de travail salarié, plus de demandes et plus de croissance. Le déversement de pétrole par l'*Exxon Valdez*, le long du Pacifique canadien, il y a quelques années, a produit au Canada la plus grande croissance du PNB jamais enregistrée - parce qu'il a nécessité une quantité énorme de travail pour réparer le dommage causé par cette catastrophe.

"La production destructrice" n'est pas du tout un composant secondaire du PNB. Marilyn Waring a découvert qu'il a été inventé durant la Seconde guerre mondiale par les économistes britanniques Gilbert, Stone et Keynes. On leur avait confié la tâche de vérifier si la guerre était viable économiquement. Et ils arrivèrent à la conclusion que la guerre était bonne pour l'économie anglaise. Une économie de guerre, contrairement à ce que les gens pensaient, aurait un impact positif sur le taux national de croissance. Après la guerre, l'indicateur qu'ils avaient

développé pour mesurer cette croissance fut adopté par les Nations-Unies et le Système de Comptabilité Nationale des Nations-Unies. Il fut utilisé partout dans le monde pour mesurer la performance économique de toutes les nations.

Ceci, cependant, ne nous dit pas encore pourquoi l'économie capitaliste doit croître de manière permanente. Pour trouver une réponse à cette question il est utile de se rappeler le but principal de la production et de la consommation capitalistes. Dans un système de subsistance non-capitaliste, les *valeurs d'usage* sont produites pour la satisfaction de besoins humains limités. Quand ils sont échangés sur le marché, une valeur d'usage est échangée contre une autre valeur d'usage, par exemple, des pommes de terre pour des pommes. C'est ce que Marx appelait "la simple circulation des biens". Sa formule est M-A-M:

$$\begin{array}{ccccc} \text{Marchandises} & \text{-->} & \text{Argent} & \text{-->} & \text{Marchandises} \\ m & & a & & m \end{array}$$

Mais le processus de production capitaliste commence autrement et a un autre objectif. Il commence avec l'argent et son but est davantage d'argent. On obtient ce résultat en utilisant du travail humain pour produire des *valeurs d'échange*. Les valeurs d'échange n'ont pas d'autres buts que d'échanger sur le marché pour un prix plus élevé que leurs coûts de production. La formule de cette circulation étendue est A-M-A':

$$\begin{array}{ccccc} \text{Argent} & \text{-->} & \text{Marchandises} & \text{-->} & \text{Argent}' \\ a & & m & & a' \end{array}$$

Dans le round suivant de production l'argent augmenté (Argent') est de nouveau investi avec de nouveau la visée de produire *plus* d'argent (Argent). Et ainsi à l'infini. La production de la valeur d'usage et celle de la valeur d'échange réalisent deux buts économiques différents: le but de la production de valeurs d'usage - nous l'appelons aussi production de subsistance - est accomplie avec la satisfaction de besoins limités et concrets. Cela n'a pas de sens de travailler plus longtemps une fois qu'on a produit les choses - ou les services - pour une bonne vie. La production de la valeur d'échange, d'autre part, est par sa propre logique, illimitée. Son but est une accumulation étendue de toujours plus d'argent, ou une richesse abstraite. La formule de cette accumulation étendue, illimitée est:

$$\text{Argent} \text{ --> } \infty$$

Dans cette logique réside l'indice de base pour comprendre la manie capitaliste de croissance, et dans pas une cupidité humaine insatiable, comme certains le croient.

Le contraste entre la production de la valeur d'usage et celle de la valeur d'échange explique pourquoi, malgré la croissance du PNB, malgré l'accumulation étendue du capital et malgré l'élévation du standing de vie, la qualité de la vie s'est détériorée pendant le même temps, même dans les pays riches. Daly et Cobb ont montré que de 1950 à 1990 le PNB per capita a doublé aux USA, mais que pendant la même période la qualité de vie mesurée par 20 indicateurs comme l'environnement, des espaces verts etc., s'était détériorée. En conclusion nous pouvons dire qu'aujourd'hui il y a une contradiction entre le standing de vie et la qualité de la vie. Plus le standing de vie s'élève et plus diminue la qualité de la vie.

D'autre part, une perspective de subsistance insiste sur la priorité de la production de valeurs d'usage. Elle repose sur la reconnaissance que sur une planète limitée, une croissance illimitée d'argent et de marchandises ne peut être que destructrice. Pour l'éviter nous devons tendre à une économie cyclique. Elle ne peut pas être basée sur un marché libre et des investissements globaux. Une perspective de subsistance ne peut être réalisée économiquement que dans des zones plus petites, limitées régionalement et décentralisées. Uniquement dans de telles économies régionales ou locales la production et la consommation peuvent être intégrés de manière à ce que les intérêts des producteurs et des consommateurs ne soient pas antagonistes. La perspective de subsistance signifie aussi une critique radicale de travail et de productivité du travail. Contrairement à la production de valeurs d'échange, le seul travail considéré comme productif est celui qui produit, maintient, met réellement en valeur la vie, et non pas le travail qui contribue simplement à ce que de l'argent "donne naissance" à toujours plus d'argent. La vie ne sera plus seulement un effet secondaire de l'accumulation étendue; au lieu de cela, ce sera le but principal du travail. Cette vie sera la conséquence de relations mutuelles, respectueuses, aimantes attentionnées entre êtres humains, entre humains et la nature, entre vieux et jeunes, entre femmes et hommes.

Un tel travail de subsistance n'a pas besoin d'être rémunéré par un salaire, il peut aussi être

échangé directement. Ce travail nécessaire, producteur de vie acquerra une nouvelle valeur, une valeur non basée sur l'argent - si les hommes et les femmes partagent ce travail de manière égale et si le travail de subsistance a dans la société un plus grand prestige que le travail salarié. Dans ce sens, l'économie de subsistance serait comme l'ancien *oikonomia* (économie de foyers) des Grecs, mais sans esclavage et sans patriarcat. Elle aurait plus de prestige que le *chrematistics*, la simple fabrication d'argent pour l'argent, une activité qui était méprisée dans la Grèce ancienne. Mais un tel changement présuppose un changement dans la division du travail hiérarchique, sexuelle et coloniale.

Il présuppose aussi de renoncer à la croyance qu'il n'y a pas "de vie sans travail salarié" et à la place, développer un nouveau concept du travail et une nouvelle évaluation du travail sans salaire. Nous avons déjà parlé de ce travail gratuit dans le contexte de l'analyse du travail ménager. Dans une société de subsistance où ce travail gratuit est partagé également entre hommes et femmes et où il reçoit une place centrale dans la société, la perte du travail salarié ne serait pas une tragédie. Elle n'entraînerait pas l'exclusion, la dépression et l'absence de perspectives. Et cela parce que les gens ne dépendraient pas uniquement d'un travail salarié mais aussi d'un travail non salarié; et le travail non-salarié serait plus important que le travail salarié. (Ch7)

Cependant, ceci ne peut pas se produire sans que les communautés n'aient été capables de récupérer et recouvrer leur contrôle sur les plus importantes ressources communes: la terre, l'eau, les forêts, la biodiversité, la connaissance. Dans une telle société, la contradiction actuelle entre la conservation d'un environnement sain et la compulsion à détruire cet environnement pour créer des emplois n'existerait plus. Enfin, les lieux de travail, seraient des lieux de vie.

Les croissances de productivité sont désirables et infinies. Le progrès technique compensera tous les dommages écologiques (article 6)

Les articles de foi comme quoi une économie doit toujours croître et que nos besoins sont infinis correspondent au dogme d'une la croissance de la productivité sans limites. On définit la productivité comme le rendement d'un travailleur par unité de temps. Cette productivité peut être améliorée par la science et la technologie. Un ouvrier qui travaille avec un robot dans une usine de voitures peut produire davantage qu'un ouvrier travaillant à l'ancienne dans un atelier. Une augmentation de la productivité signifie que moins de travail humain est nécessaire pour le même rendement. C'est pourquoi une rationalisation signifie la substitution du travail humain par une technologie qui économise sur le travail. La technologie informatique a amélioré la productivité du travail d'une manière sans précédent les dernières années et des économistes ont calculé qu'elle continuera à croître à un rythme de 2% par an.

La croissance de la productivité a l'apparence d'une loi naturelle. Une technologie qui économise sur le travail rend obsolète une technologie antérieure qui économise le travail. Comme l'accumulation étendue, le développement des sciences, de la technologie et de la productivité est conçu comme une courbe qui grimpe à l'infini. On estime qu'elle continuera à croître jusqu'à ce qu'on n'ait pratiquement plus besoin du moindre travail humain pour répondre aux demandes nécessaires. D'après cette hypothèse le rapport entre le travail humain et la technologie, ce que Marx appelait la composition du travail, tendra à diminuer de plus en plus, pour atteindre un point où les machines/la technologie font 100% du travail et les êtres humains 0% - où le travail mort domine le travail vivant.

Pourtant, si nous regardons l'économie réelle, nous voyons que cet article de foi d'une productivité qui augmente de manière permanente est un mythe eurocentrique masculin. Nous voyons que la productivité impressionnante du sommet de l'iceberg a son revers sombre constitué de millions et de millions de travailleurs, dont beaucoup de femmes, qui continuent à faire le "sale travail" (shit work) nécessaire, à main-d'oeuvre intensive, pour que tout le processus de production et de reproduction puisse continuer. L'histoire de l'émergence de la technologie informatique, par exemple, révèle que des centaines de milliers de femmes ont travaillé à Silicon Valley et dans le sud-est asiatique dans les conditions les plus brutales et pour un petit pourcentage des salaires que les travailleurs masculins occidentaux réclamaient pour produire la première puce. Si toutes ces femmes dans l'usine informatique globale avaient été traitées et payées comme les travailleurs masculins qualifiés en Allemagne, nous n'aurions pas eu une "révolution informatique".

Ce que nous voulons souligner, c'est que "les augmentations de la productivité" ne peuvent pas être comprises comme simplement de nouvelles inventions de scientifiques et d'ingénieurs. Ces inventions ont besoin de la main-d'oeuvre la meilleure marché pour les transformer en articles de consommation de masse. On doit considérer la surexploitation des femmes surtout asiatiques

comme un des facteurs, quand on parle de la révolution informatique et l'augmentation de la productivité. Le résultat des hypothèses d'une productivité du travail sans limites, n'est pas seulement le "sombre revers" du progrès, à savoir la pauvreté et la violence, mais aussi le fait de rendre inutiles les travailleurs eux-mêmes par ce progrès. On argumente souvent que le progrès de la technologie est bon et nécessaire parce qu'elle libère les gens d'un travail dur et monotone et les rend capables de produire plus en moins de temps. Mais cet argument ignore le fait que la science et la technologie ne sont pas utilisés par le capitalisme pour alléger et rendre le travail plus agréable pour les travailleurs mais pour économiser les coûts du travail, pour avoir un meilleur contrôle sur le processus de travail et de battre des concurrents au moyen d'une productivité de travail plus élevée.

La critique souvent entendue que l'orientation de subsistance est "anti-technologique" est à côté de la question principale, notamment que la logique d'un certain système de production est *inhérente (inbuilt)* à sa science et sa technologie. Il n'y a pas de systèmes neutres. Dans une perspective de subsistance, la science et la technologie devront suivre une logique de subsistance et pas une logique d'accumulation. Il y aura de la technologie sans aucun doute, mais ce sera une technologie différente.

Il est inexact que la technologie en tant que telle augmente la productivité, économise du travail et est capable de réparer les dommages causés par la technologie. Nous devons nous souvenir que beaucoup de destructions écologiques causées par la combinaison des manies de la technologie et de la croissance économique ne peuvent plus être réparés. C'est le cas de la contamination nucléaire, les organismes génétiquement manipulés, le trou d'ozone, la désertification de régions entières, la destruction de la diversité. La technologie moderne et l'avidité capitaliste ne sont capables que de produire de grands trous noirs. Elles sont incapables de les reboucher.

Le besoin d'une perspective alternative

Nous avons conduit notre analyse du système mondial du patriarcat capitaliste existant à sa conclusion logique non pas pour terminer sur une note pessimiste et pour déprimer tout le monde mais plutôt pour détruire l'illusion que nous pouvons continuer à avoir le beurre et l'argent du beurre. Si nous voulons soutenir notre revendication pour une société et une économie humaines pour tous sur une terre limitée, nous n'avons pas d'autre alternative que celle de rejeter le paradigme destructeur tout entier et rechercher une alternative.

Et nous pensons que c'est possible maintenant - pour deux raisons: primo, de plus en plus de gens se rebellent contre la marchandisation et la monopolisation de la vie; secundo, même les gardiens de ce système ne savent plus quoi faire. Pour boucher les "trous noirs" créés par le capitalisme néolibéral, ils suggèrent simplement de continuer à faire la même chose.

Mais critiquer le néolibéralisme, le FMI, la BM, le GATT, l'AMI et les ETN ne nous aidera pas à sortir de l'impasse dans lequel ce système a échoué. La simple demande de restaurer le *status quo ante*, de reconsolider l'état providence par des politiques économiques keynésienne et plus de dépenses publiques ne marchera pas non plus. Nous avons besoin d'un changement beaucoup plus fondamental si nous voulons installer une économie et une société dans lesquelles femmes et enfants sont centraux et dans lesquelles la nature n'est pas détruite pour des profits monétaires à courte vue.

Il n'existe pas de projet détaillé sur mesure d'une telle société ou économie pour le moment, et il n'a pas de pays dans ce monde où nous pourrions trouver une nouvelle vision sociale mise en pratique. Mais si on regarde autour de soi, on trouve avec surprise un grand nombre d'individus, de groupes, d'organisations, de réseaux et de mouvements militants où les gens se posent les mêmes questions que celles que nous posons ici. Et la plupart de ces individus et groupes commencent à demander: De quoi aurait l'air une économie où la nature aurait de l'importance, où les femmes auraient de l'importance, où les enfants auraient de l'importance, où les gens auraient de l'importance - une économie qui ne serait pas basée sur la colonisation et l'exploitation d'autres? Ce n'est peut-être pas une coïncidence si ce genre de question est souvent d'abord posées par des femmes, et que ce genre d'initiatives est souvent initié par des femmes - pas toujours par des femmes qui ont étudié l'économie, mais toujours par des femmes préoccupées par le bien-être des femmes, des enfants et de la nature. Elles sont dispersées sur tout le globe, à la fois dans le Nord et dans le Sud. Certaines sont davantage impliquées en pratique dans des luttes de survie, d'autres dans des mouvements de femmes et d'écologie; d'autres dans les mouvements pacifistes, d'autres dans des travaux plus théoriques. Ce qui les unit toutes est la critique fondamentale du paradigme économique dominant et les efforts pour trouver de nouvelles voies ouvertement ????(into the open) (5). Et elles commencent généralement avec la même quête d'une économie alternative.

Un développement soutenable est-il une alternative?

Le paradigme de l'iceberg de l'économie capitaliste, avec sa pyramide de colonisation et ses conséquences destructrices, nous amène à formuler quelques thèses sur "le développement soutenable":

* "Un développement de rattrapage n'est pas possible pour tout le monde. Historiquement, les (ex)-colonies, les (ex)-colonisateurs et des différences réelles entre différents types de travailleurs en terme de genre, de race, d'ethnicité et d'âge sont utilisés pour les opposer les uns contre les autres dans une relation antagoniste. Ainsi, les travailleurs salariés dans le Nord qui perdent leur travail à cause de la globalisation de l'économie ont tendance à considérer les "bas salaires" du Sud et de l'Est comme leurs ennemis. Ceci en retour exacerbe le racisme et le sexisme et diminue encore la possibilité de l'égalité pour tous.

* "Le développement par rattrapage" n'est même pas souhaitable pour le nombre comparativement petit de ceux qui se trouve au sommet de l'économie de l'iceberg.

* Pour préserver les fondations de la vie sur terre, l'égalité, la justice et la solidarité, de nouveaux modèles de société et d'économie sont nécessaires qui peuvent mener à une véritable soutenabilité, ou subsistance, si on préfère l'appeler ainsi.

Nous essayons d'éviter le concept de "soutenabilité" parce qu'il a été biaisé dès le départ. "Le développement soutenable" est défini comme un développement "pour rencontrer les besoins et les aspirations du présent sans compromettre la possibilité de rencontrer ceux du futur. Loin d'exiger la cessation de la croissance économique, il reconnaît que les problèmes de pauvreté et de sous-développement ne peuvent être résolus sans avoir une nouvelle période de croissance dans laquelle les pays en voie de développement jouent un grand rôle et ramassent de larges bénéfices." (La Commission mondiale sur l'environnement et le développement 1987).

Entretemps l'intention d'intégrer environnement et développement en un seul terme a été totalement perverti. Aujourd'hui, le concept de "soutenabilité" est utilisé le plus fréquemment par les ETN pour légitimer leur manie néolibérale de croissance. Elles parlent d'une "croissance soutenable". Nous cependant nous voulons insister sur le fait que la vraie soutenabilité et la croissance permanente ou accumulation du capital sont des contradictions dans les termes. C'est pourquoi nous préférons le concept de subsistance pour une nouvelle vision d'un paradigme alternatif.

Principales caractéristiques d'un nouveau paradigme de subsistance

1. Comment le travail changerait-il?

* Il y aurait un changement dans la division sexuelle du travail. Les hommes effectueraient autant de travail gratuit que les femmes.

* Au lieu du travail salarié, un travail choisi indépendamment (self-determined), utile socialement et matériellement serait au centre de l'économie.

* La production de subsistance serait prioritaire par rapport à la production de marchandises.

* Aujourd'hui, la production de subsistance subsidie l'économie de marché (l'argent). Il faut renverser le système, en libérant (en décolonisant) la production de subsistance de sorte que le travail salarié et l'économie de marché (l'argent) subsidient la productivité sociale plus importante, la production de la vie.

2. Quelles sont les caractéristiques de la technologie de subsistance ?

* La technologie devrait être telle que ses effets puissent être "soignés" et réparés.

3. Quelles sont les caractéristiques "morales" de l'économie de subsistance ?

* L'économie respecte les limites de la nature.

* L'économie n'est qu'un sous-système de la société et pas l'inverse. Ceci demande des changements dans les relations économiques basés sur des calculs de coûts-bénéfices et la compétition.

* L'économie doit servir un système où la vie est centrale.

* C'est une économie régionale décentralisée.

* Le but de l'économie de subsistance est de soutenir la société de subsistance dans la production et la régénération de la vie sur la planète comme un tout.

4. En quoi le commerce mondial et les marchés seraient-ils différents?

- * Les marchés locaux et régionaux serviraient les besoins locaux.
- * La première fonction des marchés locaux serait de satisfaire les besoins de subsistance de chacun.
- * Les marchés locaux préserveraient aussi la diversité des produits et résisteraient à l'homogénéisation culturelle.
- * le commerce de longue distance ne servirait pas à rencontrer des besoins de subsistance.
- * Le commerce ne détruirait pas la biodiversité.

5. Changements dans le concept de besoin et de suffisance

- * Un nouveau concept de satisfaction de besoins doit être basé sur la satisfaction directe de tous les besoins humains et pas sur l'accumulation permanente de capital et de surplus matériels par toujours moins de gens.
- * Une économie de subsistance requiert de nouveaux rapports de réciprocité entre les zones rurales et urbaines, entre producteurs et consommateurs, entre cultures, pays et régions.
- * Le principe d'autonomie en ce qui concerne la sécurité alimentaire est fondamental dans une société de subsistance.
- * L'important concept et la pratique de propriétés communautaires (commons) peut être revendiquée de nouveau pour résister à l'injustice liée à la privatisation et la commercialisation de la nature.
- * L'argent serait un moyen de circulation mais cesserait d'être un moyen d'accumulation.

Notes

1. Les ZEP : Zone de production pour l'exportation. Elles sont appelées ainsi parce que leur production n'est pas destinée au marché local mais pour les consommateurs du Nord. A la frontière entre les USA et le Mexique, on les appelle *maquiladoras*. Les ETN ont choisi les pays du Tiers-monde comme sites pour la relocalisation de leurs usines globales à cause des grandes différences de coûts de travail. En 1994, un travailleur de la production en Allemagne gagnait US\$25 à l'heure, un travailleur dans les USA, US\$16, en Pologne, US\$1,40, au Mexique, US\$ 2,40, en Inde, en Chine, en Indonésie, US\$,50.
2. Le livre *Silk and Silver* a été écrit en 1995, avant que crise financière actuelle en Asie ait éclaté. De ce que nous en savons, cette crise a uniquement exacerbé les tendances décrites plus haut. La situation des femmes s'est détériorée dramatiquement dans tous les pays d'Asie. A cause de l'effondrement des économies là-bas, il y a non seulement des licenciements massifs de travailleurs, hommes et femmes, mais il y a aussi une augmentation de la violence directe contre les femmes.
3. Ce round de négociations doit son nom au fait qu'elles ont commencé là-bas.
4. La conférence de la FAO sur les ressources biogénétiques ont eu lieu à Leipzig du 17 au 23 juin 1996, comme une préparation pour le Sommet Mondial sur la Nourriture de Rome. A cette conférence, les intérêts américains prirent position (???) contre la résistance des protecteurs de l'environnement et de cultivateurs surtout du Sud, qui représentent le droit des cultivateurs et des communautés locales de garder des droits légaux concernant leurs diversités de types de plantes et de semences et qui ne désirent pas que ces droits soient transférés aux ETN.
5. L'exemple le plus récent de ce genre de mouvements est celui contre l'alimentation GM et les organismes génétiquement manipulés. Il débuta parmi les cultivateurs indiens mais a été repris par les consommateurs en Grande Bretagne, aux USA et plusieurs pays d'Europe continentale. Il provoqua une interrogation sur l'entièreté du système économique globalisé, en particulier en Grande Bretagne où la campagne "Du global au local" est explicite sur ses nouveaux objectifs économiques.